

## Dépenses de personnel et rémunérations **6**

Dépenses de personnel dans la fonction publique **6.1**

Évolution du traitement indiciaire **6.2**

Rémunérations dans les trois versants  
de la fonction publique **6.3**

Rémunérations dans la fonction publique de l'État **6.4**



## Présentation

Les rémunérations et les dépenses de personnel peuvent être appréhendées à partir de diverses sources d'information.

D'une part, en masse, les dépenses de personnel peuvent être suivies dans la fonction publique de l'État à partir des documents budgétaires et dans la fonction publique territoriale et hospitalière à partir des bilans sociaux ou comptables. Cette approche fait essentiellement l'objet de la Fiche 6.1.

D'autre part, le suivi des rémunérations peut être appréhendé à partir de données relatives aux salaires et traitements individuels pour une analyse des niveaux ou des évolutions salariales individuels et de leur dispersion. Cette approche fait essentiellement l'objet des Fiches 6.3 et 6.4.

### Les dépenses de personnel au sens de la comptabilité nationale

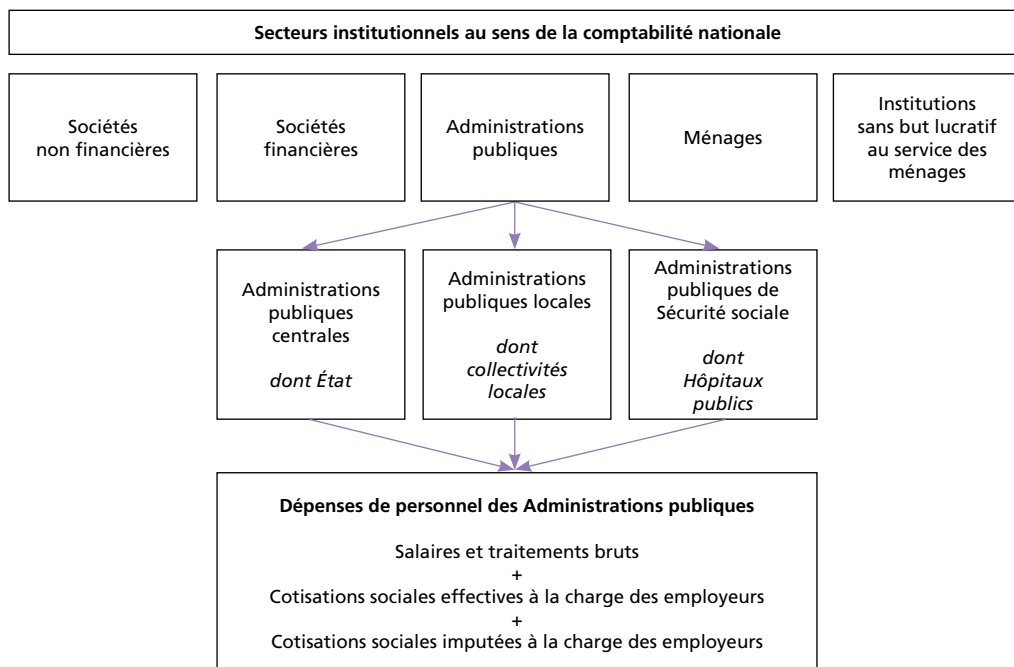
En outre, l'Insee élabore les comptes nationaux sectoriels au format du Système européen de comptes selon une nomenclature des opérations harmonisée pour l'ensemble

des pays de l'Union, faisant l'objet d'une méthodologie décrite dans un règlement.

La comptabilité nationale a pour objet de retracer les flux entre les différents « secteurs institutionnels » qui composent l'économie nationale et correspondent aux différents acteurs de la vie économique. Parmi ceux-ci, les administrations publiques ont pour fonction principale la production de services non marchands, ainsi que des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. **Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales (dont l'État), les administrations publiques locales (dont les collectivités locales) et les administrations de Sécurité sociale (dont les hôpitaux).**

Dans l'Union européenne, les comptes des administrations publiques sont particulièrement précis dans la mesure où ils interviennent dans le calcul du déficit au sens de Maastricht et dans des procédures de contrôle particulières. Par exemple...

### Les dépenses de personnel des administrations publiques en comptabilité nationale



### Les dépenses de personnel au sens de la comptabilité budgétaire de l'État

La comptabilité budgétaire retrace l'exécution des dépenses, au moment où elles sont payées, et l'exécution des recettes, au moment où elles sont encaissées. Elle diffère en ce sens de la comptabilité nationale qui enregistre les opérations en droits constatés.

Pour la fonction publique de l'État, la mise en place de la loi de finances (Lof) du 1<sup>er</sup> août 2001 a modifié les règles de gestion budgétaire et comptable des opérations de l'État. Le budget 2006 a été le premier budget à être entièrement prévu et réalisé dans la nouvelle nomenclature Lof.

Le projet de loi de finances est présenté et discuté au Parlement avec une unité de vote des crédits. La loi organique n° 2001-692 prévoit que les dépenses de personnel s'imputent sur le titre 2 des dépenses de l'État et comprennent les rémunérations d'activité, les cotisations et contributions sociales à la charge de l'employeur, ainsi que les prestations sociales et les allocations diverses (art. 5). Une dépense relève du titre 2 dès lors qu'elle correspond à une rémunération due à une personne physique par la personne morale État ou est induite par celle-ci à condition qu'il existe un lien juridique direct de type « contrat de travail » entre le bénéficiaire et l'État. Sont ainsi exclues du titre 2 les dépenses liées aux personnels de l'État détachés auprès d'autres personnes morales (tels les établissements publics) et celles relatives aux personnes employées par des personnes morales autres que l'État et qui sont sans lien de subordination avec lui (telles que les recrutements propres des établissements publics). Comme pour la comptabilité nationale, les dépenses de rémunération de La Poste et Orange (anciennement France Télécom) sont ainsi exclues.

Depuis l'instauration de la Lof, les rémunérations d'activité comprennent les salaires des enseignants du secteur privé sous contrat, tandis que pour les pensions, les contributions de l'État employeur au compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions » sont comptabilisées en lieu et place des pensions effectivement versées.

**Rémunération :** dans la comptabilité budgétaire, elle comprend la partie « principale » de la rémunération (salaire, traitement ou solde), ainsi que les parties accessoires comme le supplément familial de traitement, les primes et les indemnités liées à la résidence, à la mobilité ou encore à des heures supplémentaires. Le terme budgétaire recouvre donc le champ du salaire et traitement brut et diffère ainsi de la rémunération au sens des comptes nationaux qui inclut l'ensemble des cotisations sociales (effectives ou imputées) à la charge de l'employeur.

**Dépenses de personnel :** voir définitions.

**Prestations sociales :** (voir définitions) les prestations sociales évoquées dans cette fiche sont celles versées par l'employeur.

**Dépenses indexées :** correspondent à la partie des dépenses de personnel dont la valeur dépend directement de la valeur du point de la fonction publique. C'est sur cette base qu'est évaluée l'incidence financière globale sur le budget de l'État des mesures salariales portant sur la valeur du point.

Pour ce qui concerne la fonction publique territoriale et hospitalière, les employeurs correspondants ont leurs propres normes budgétaires et comptables. On parlera pour les collectivités locales de « frais de personnel » et pour les établissements publics de santé de « charges de personnel ». Les frais de personnel incluent l'ensemble des rémunérations d'activité (y compris les vacances), les cotisations et les prestations sociales. Les charges de personnels comprennent les rémunérations du personnel médical et non médical, les charges de sécurité sociale et de prévoyance et les autres charges.

### Les prélèvements sociaux obligatoires à la charge du salarié et l'indice minimum de traitement

Dans la fonction publique, le **salaire brut** (voir définitions) est soumis à un certain nombre de prélèvements sociaux obligatoires à la charge du fonctionnaire :

– la retenue (CNRACL) ou cotisation (SRE) pour pension civile : elle est assise sur le traitement brut. Plusieurs décrets ont prévu un relèvement du taux de cette cotisation salariale dans le cadre des réformes des retraites de 2010 et de 2014 et de la réforme de la retraite anticipée pour carrière longue en 2012. Ainsi, le taux de cette cotisation est progressivement relevé de 7,89 % avant la réforme de 2010 à 11,10 % en 2020. Ce taux est ainsi fixé à 9,94 % en 2016, 10,29 % en 2017, 10,56 % en 2018 et 10,83 % en 2019 ;

– la CSG déductible : 5,1 % de 98,25 % du salaire brut de 2012 à 2017, 6,8 % de 98,25 % du salaire brut à partir de 2018 ;

– la CSG non déductible : 2,4 % de 98,25 % du salaire brut depuis 2012 ;

– le CRDS : 0,5 % de 98,25 % du salaire brut depuis 2012 ;

– la cotisation salariale au régime additionnel de la fonction publique (RAFP) : 5 %. Son assiette comprend les éléments de rémunération de toute nature perçus et non soumis à retenue pour pension (indemnité de résidence, supplément familial de traitement, primes, rémunération des activités accessoires...) dans la limite de 20 % du traitement brut ;

– la contribution exceptionnelle de solidarité : 1 % du salaire brut après déduction de la cotisation pour pension et de la cotisation salariale au RAFP jusqu'en 2017. Elle a été supprimée en 2018 concomitamment à la hausse de la CSG.

Après déduction de ces contributions et cotisations sociales à la charge du fonctionnaire, on aboutit au **salaire net de prélèvements**.

Pour mémoire, le traitement brut sert également d'assiette à des contributions et cotisations sociales employeur non détaillées ici.

Le décret n° 2017-1889 du 30 décembre 2017 instaure une hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) de +1,7 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Pour compenser la réduction de la rémunération des agents publics, le gouvernement français a décidé la suppression de l'indemnité exceptionnelle de solidarité (1 %) et la mise en place d'une indemnité compensatrice fixe, calculée pour l'année 2018 sur la base des revenus 2017. Son mode de calcul est détaillé dans la circulaire du 15 janvier 2018 relative aux modalités de mise en œuvre de l'indemnité compensatrice de la hausse de la contribution sociale généralisée (NOR : CPAF1735515C).

**L'indice minimum de traitement de la fonction publique** constitue également un facteur commun aux trois versants de la fonction publique. Le traitement afférent à cet indice est le traitement minimum qu'un agent de la fonction publique peut percevoir. S'il est inférieur au Smic, une indemnité différentielle compensant l'écart est versée aux agents concernés et qui y sont éligibles (décret n° 91-769 du 2 août 1991).

Pour **les contractuels**, leur rémunération peut être fixée par référence à une grille ou un indice, mais cette référence n'est pas obligatoire. Au sein des trois grandes catégories de contractuels répertoriées (catégories spécifiques, emplois statutaires de contractuels des établissements publics dérogatoires et autres contractuels), on observe, par exemple, que les assistants d'éducation et les attachés temporaires d'enseignement et de recherche sont rattachés à une grille indiciaire. Les enseignants contractuels du secteur public voient leur rémunération encadrée par un traitement minimum et un traitement maximum définis en référence à un indice.

### Les sources de progression des rémunérations dans la fonction publique

Les trois sources de progression des rémunérations dans la fonction publique sont :

– les **mesures générales**, qui concernent la totalité des agents et n'influent que sur le traitement indiciaire : par

exemple, revalorisation du point fonction publique (une revalorisation de 0,6 % est intervenue le 1<sup>er</sup> février 2017) ;

– les **mesures catégorielles**, qui concernent certaines catégories de personnels désignées par leur statut ou leur métier. Elles jouent soit sur la structure ou le niveau de la grille indiciaire, soit sur les indemnités, soit sur le niveau hiérarchique des emplois. Le reclassement en catégorie A des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse, et des conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 (décrets n° 2019-49 et n° 2019-50) ; l'harmonisation et la convergence des régimes indemnitaires avec l'adhésion progressive de nombreux corps et emplois au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) créé par le décret n° 2015-513 en sont deux exemples. Il peut également s'agir d'attribution de points d'indice majoré sur tout ou partie de la grille indiciaire, comme l'attribution de 5 points d'indice majoré aux agents de catégorie au 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;

– les **mesures individuelles** qui s'appliquent aux agents par référence à leurs caractéristiques personnelles. Cette notion renvoie à celle de « glissement vieillesse technicité » (GVT) positif.

Les mesures individuelles se décomposent en des mesures automatiques qui peuvent être assimilées à la part « vieillesse » du GVT positif (par exemple, changement d'échelon) et des mesures non automatiques que les collectivités publiques et les ministères peuvent piloter chaque année en fonction de leur politique de gestion des ressources humaines (par exemple : changement de grade ou de corps) ;

### Les indicateurs types de suivi de l'évolution des rémunérations

Les trois principaux indicateurs de suivi de l'évolution des rémunérations sont :

– le **salaire moyen** ;

– la **rémunération moyenne des personnes en place (RMPP)** ;

– l'**indice de traitement brut – grille indiciaire (ITB-GI)**.

**Les évolutions de salaire sont calculées en euros courants et en euros constants.** Les évolutions en euros constants sont calculées en tenant compte de la progression de l'indice des prix à la consommation, y compris tabac.

**L'évolution du salaire moyen** prend en compte à la fois l'évolution de la rémunération des agents présents durant

la période, l'effet des mouvements d'entrées-sorties (recrutements ; départs, dont départs à la retraite), et des modifications de structure (par exemple, modification de la qualification des agents et de leur niveau de rémunération). Notamment :

– *l'évolution du salaire à structure constante et les effets de structure* : dans le cas des fonctionnaires, l'évolution du salaire moyen entre deux années peut être décomposée entre une évolution à effectifs de corps, grade et échelon figés, l'évolution du salaire à structure constante, et un effet de structure.

L'effet de structure mesure donc l'effet des modifications de la répartition de la population entre les différents corps, grades et échelons. Il se calcule comme l'écart entre l'évolution du salaire moyen et l'évolution du salaire à structure constante. Il résulte de l'effet de carrière, toujours positif, et de l'effet des départs et des embauches (ou « entrées-sorties » ou effet de noria), généralement négatif ;

– *les effets de carrière liés à l'avancement des personnes en place (dit GVT positif)*. Il mesure la contribution à l'évolution du salaire moyen des avancements et promotions des personnes en place. Comme le salaire à structure constante, il s'obtient en figeant la structure des effectifs par corps, grade, échelon. L'effet de carrière inclut l'impact des mesures statutaires et des réformes catégorielles.


– *les effets d'entrées-sorties* qui, du fait de l'arrivée de débutants et du départ de personnes expérimentées dont le salaire est supérieur à celui des remplaçants souvent plus jeunes, pèsent négativement sur le salaire moyen. Cet effet, appelé GVT négatif, peut avoir un impact positif ou négatif sur l'évolution du salaire moyen.

**La rémunération moyenne des personnes en place (RMPP)** : cette notion est utilisée pour évaluer l'évolution

moyenne du salaire des agents présents deux années déterminées (généralement consécutives). L'évolution de la RMPP prend ainsi en compte les mesures portant sur la valeur du point, les mesures statutaires et indemnitaires, de même que l'impact des mesures d'avancement individuel et des promotions (GVT positif) et les autres éléments susceptibles d'avoir un impact sur le traitement ou salaire (requalification des emplois par exemple). Seules les personnes présentes tout au long des deux années considérées chez le même employeur et avec la même quotité de travail sont qualifiées de « personnes en place » de manière à neutraliser les effets sur le revenu du volume de travail ou d'une réorientation professionnelle.

**L'indice de traitement brut – grille indiciaire (ITB-GI) et l'indice de traitement net – grille indiciaire (ITN-GI)** : dans la fonction publique de l'État, ils mesurent d'une part l'impact des mesures générales (évolution du point d'indice, relèvement du minimum de traitement de la fonction publique et attribution de points uniformes), et d'autre part celui de toutes les réformes statutaires intervenues sur la période sur le traitement indiciaire des fonctionnaires civils de la fonction publique de l'État. L'ITN-GI prend en outre en compte l'impact de l'évolution des cotisations salariales assises sur le traitement indiciaire. En revanche, ces indicateurs n'intègrent aucun élément de nature indemnitaire, ni les impacts des GVT positif et négatif. Ces indicateurs couvrent actuellement la seule fonction publique de l'État.

#### Disponibilité des données

L'ensemble des figures présentées dans les fiches thématiques sont disponibles au format Excel sur le site internet : <http://www.fonction-publique.gouv.fr>, rubrique Études&Statistiques/Rapport annuel, ainsi que, pour les figures marquées du signe  dans la rubrique Séries longues, pour disposer de résultats avec la plus grande profondeur historique possible.

 **Figure 6.1-1 : Détail de l'ensemble des dépenses de personnel de l'État (titre 2)**  
[en milliards d'euros]

Catégories et sous-catégories	2017	2018	Dont ministère de la Défense	Évolution 2018/2017 (en %)	Évolution annuelle moyenne 2018/2008 (en %)
<b>Rémunérations d'activité</b>	<b>72,612</b>	<b>74,480</b>	<b>10,394</b>	<b>2,6</b>	<b>0,2</b>
Traitement brut	54,780	55,419	6,476	1,2	-0,1
Nouvelle bonification indiciaire (NBI)	0,191	0,193	0,029	0,8	-1,2
Indemnité de résidence	1,242	1,238	0,294	-0,4	0,8
Supplément familial de traitement	0,909	0,906	0,164	-0,4	-0,1
Majorations	1,296	1,331	0,094	2,7	1,2
Indemnités indexées	8,104	8,106	2,249	0,0	-1,6
Indemnités non indexées	6,089	7,288	1,088	19,7	6,4
<b>Cotisations et contributions sociales</b>	<b>53,885</b>	<b>54,418</b>	<b>9,689</b>	<b>1,0</b>	<b>1,9</b>
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	41,998	42,349	8,250	0,8	2,4
CAS pensions civiles + ATI <sup>(1)</sup>	30,878	31,108	0,670	0,7	2,4
CAS pensions militaires <sup>(1)</sup>	9,794	9,807	6,365	0,1	2,2
Contributions au FSPOEIE et au CAS cultes	1,325	1,434	1,216	8,2	3,5
Contribution exceptionnelle au CAS	0,000	0,000	0,000	-	-
Régime additionnel de la fonction publique (RAFP)	0,374	0,388	0,057	3,9	0,7
Cotisations patronales au FSPOEIE	0,235	0,221	0,189	-6,2	-2,2
Cotisations retraites autres	1,584	1,622	0,049	2,5	4,6
Cotisations sécurité sociale (hors vieillesse)	5,603	5,690	0,666	1,5	-0,6
FNAL + CNAF + CSA	3,355	3,389	0,394	1,0	0,1
Autres <sup>(2)</sup>	0,736	0,759	0,082	3,1	0,8
<b>Prestations sociales et allocations diverses</b>	<b>0,715</b>	<b>0,728</b>	<b>0,283</b>	<b>1,8</b>	<b>-5,5</b>
Prestations sociales	0,088	0,090	0,022	2,5	-1,4
Remboursement transport	0,083	0,084	0,008	1,9	0,4
Capital décès	0,020	0,019	0,003	-5,1	-9,3
Cessation anticipée d'activité (CAA) <sup>(3)</sup>	0,062	0,059	0,055	-5,9	0,1
Allocation de retour à l'emploi	0,344	0,363	0,136	5,5	1,9
Accidents du travail	0,101	0,092	0,056	-9,1	-3,8
Autres	0,017	0,021	0,002	24,1	-23,1
<b>Total des dépenses de personnel (titre 2)</b>	<b>127,213</b>	<b>129,626</b>	<b>20,365</b>	<b>1,9</b>	<b>0,8</b>
Dépenses annexes :					
Pensions civiles, militaires et ouvriers d'État	55,784	56,703	nd	1,6	2,7
<b>Budget de l'État</b>	<b>326,375</b>	<b>329,722</b>	<b>nd</b>		
Part des dépenses de personnel dans le budget de l'État (en %)	<b>39,0</b>	<b>39,3</b>	<b>nd</b>		

Source : Budget d'exécution, Direction du budget. Traitement DGAFP – Dessi.

Périmètre : Budget général.

Note : L'enseignement privé est désormais imputé en titre 2 (dépenses de personnel).

(1) Le compte d'affectation spéciale (CAS) « Pensions » a été créé par la Lolf. Il retrace toutes les recettes et les dépenses de pensions. Il est financé par les contributions versées par les ministères, ainsi que par d'autres recettes : notamment les retenues sur salaires (cotisations salariales) et les contributions des autres employeurs de fonctionnaires (notamment les EP dont La Poste et France Télécom). La spécificité des contributions des ministères provient du fait qu'elles sont calculées pour équilibrer le CAS Pensions (fixation d'un taux d'équilibre).

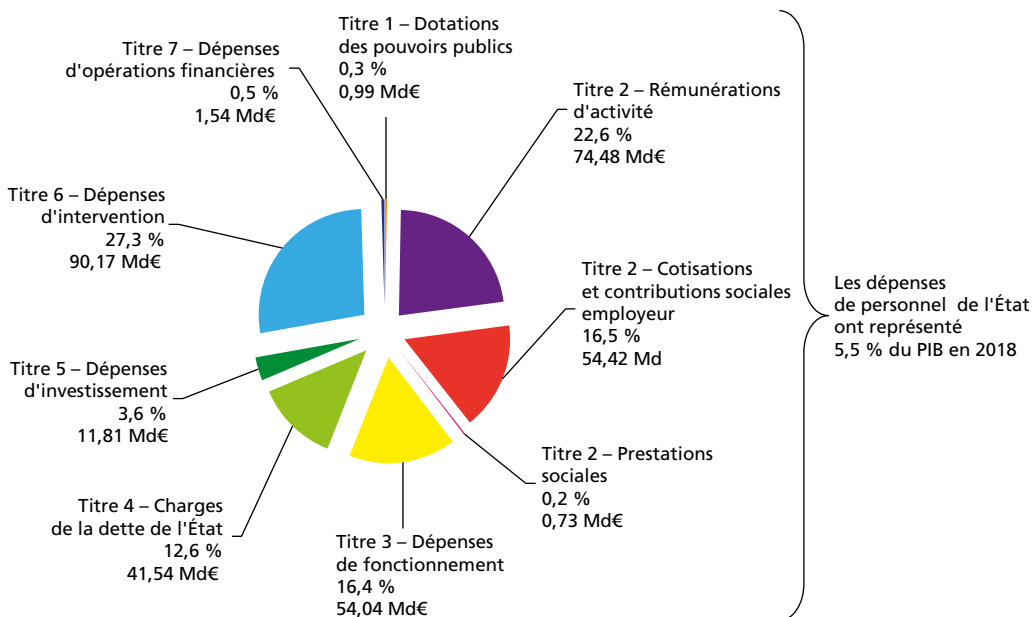
(2) Non compris les versements des affiliations rétroactives.

(3) L'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité concerne uniquement le ministère de la Défense (décrets 2001-1269 du 21 décembre 2001 et 2006-418 du 7 avril 2006) et est comptabilisée avec le CFA. Seuls 80088 euros ont été versés au titre du CFA en 2009.

nd : données non disponibles, non communiquées ou manquantes.

**Figure 6.1-2 : Dépenses de personnel dans le budget de l'État (nettes des remboursements et dégrèvements d'impôts) en 2018**

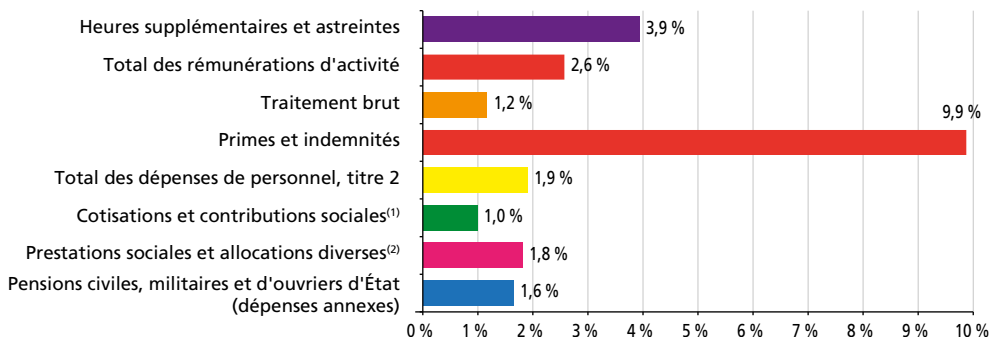
(en milliards d'euros)



Total du budget de l'État :  
329,72 milliards d'euros

Source : Budget d'exécution, Direction du budget. Traitement DGAFP – Dessi.  
Périmètre : Budget général.

**Figure 6.1-3 : Évolution des différentes composantes des dépenses de personnel dans le budget de l'État entre 2017 et 2018**



Source : Budget d'exécution, Direction du budget. Traitement DGAFP – Dessi.

(1) Non compris les versements des affiliations rétroactives.

Non compris les programmes du compte d'affectation spéciale « Pensions » : pensions civiles et militaires de retraite, ouvriers des établissements industriels de l'État, pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions.

(2) Non compris les programmes du compte d'affectation spéciale « Pensions » : pensions civiles et militaires de retraite, ouvriers des établissements industriels de l'État, pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012, les CLD sont imputés sur la catégorie 21 (traitement brut).



 **Figure 6.1-4 : Principales composantes des rémunérations d'activité dans la fonction publique de l'État**  
[en milliards d'euros]

Années	2017	2018	Évolution 2018/2017 (en %)	Évolution annuelle moyenne 2018/2008 (en %)
<b>Rémunérations principales :</b>	<b>56,54</b>	<b>57,19</b>	<b>1,2</b>	<b>-0,1</b>
Fonctionnaires	40,92	41,22	0,7	-0,2
Contractuels <sup>(1)</sup>	3,03	3,37	11,2	2,2
Ouvriers d'État	0,51	0,48	-6,2	-4,0
Enseignants de l'enseignement privé sous contrat	4,08	4,11	0,6	0,5
Militaires	7,27	7,28	0,2	0,1
Rémunérations à l'acte, à la tâche, à l'heure	0,27	0,26	-0,9	-2,0
Autres rémunérations	0,46	0,46	0,3	16,6
<b>Charges connexes à la rémunération principale :</b>	<b>4,67</b>	<b>4,76</b>	<b>2,0</b>	<b>0,4</b>
Supplément familial de traitement	0,91	0,91	-0,4	-0,1
Indemnités de résidence et liées à la mobilité	1,65	1,63	-1,4	-0,1
Heures supplémentaires et astreintes	1,53	1,59	3,9	2,1
<i>dont astreintes</i>	0,06	0,06	-3,0	0,3
Nouvelle bonification indiciaire (NBI)	0,19	0,19	0,8	-1,2
Autres charges connexes	0,39	0,44	14,8	-1,3
<i>dont garantie individuelle de pouvoir d'achat</i>	0,02	0,01	-61,2	-22,8
<b>Primes et indemnités :</b>	<b>11,40</b>	<b>12,52</b>	<b>9,9</b>	<b>1,7</b>
Personnels civils :	7,72	8,19	6,1	-
Indemnités interministérielles <sup>(2)</sup> indexées sur le point	0,96	0,90	-5,9	-6,6
Indemnités interministérielles <sup>(2)</sup> non indexées sur le point	1,14	1,58	38,4	20,3
<i>dont prime de fonctions et de résultats (PFR)</i>	0,03	0,01	-76,1	-
<i>dont indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)</i>	1,58	1,81	14,1	-
<i>dont abattement indemnitaire primes/points</i>	-0,31	-0,33	8,6	-
Indemnités ministérielles indexées sur le point	2,36	2,39	1,0	-1,2
Indemnités ministérielles non indexées sur le point	3,26	3,33	2,2	4,0
Personnels militaires :	3,68	4,33	17,7	1,9
Indemnités de sujétions pour charges militaires	1,06	1,05	-1,1	-0,9
Indemnités de sujétions spéciales	1,84	2,47	34,7	4,1
Primes de qualification et de technicité	0,75	0,77	3,6	1,4
Autres indemnités	0,04	0,03	-1,8	-9,0
Non réparti	0,00	0,00	-	-
<b>Total rémunérations d'activité</b>	<b>72,61</b>	<b>74,48</b>	<b>2,6</b>	<b>0,2</b>

Source : Budget d'exécution, Direction du budget. Traitement DGAFP – Dessi.

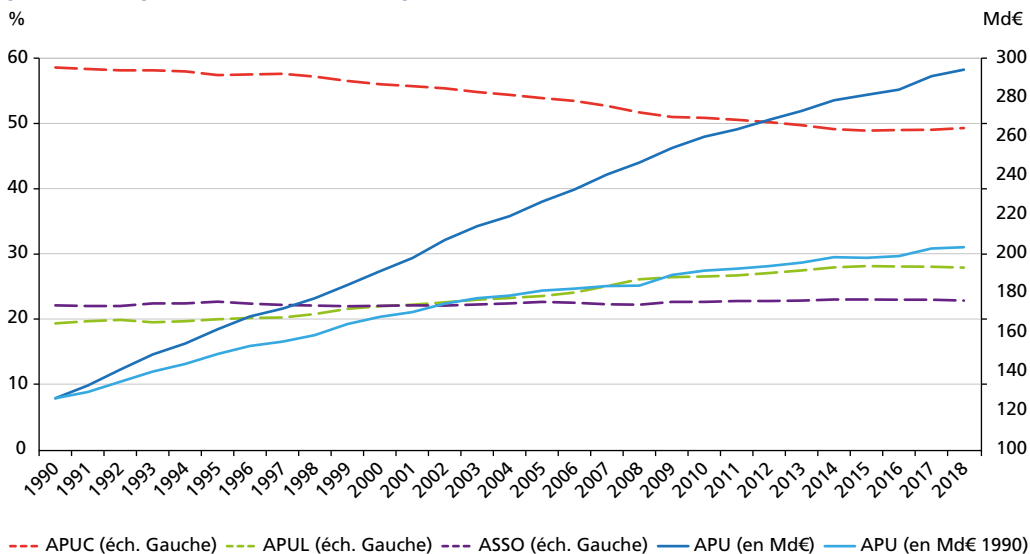
Périmètre : Budget général.

Note : Le champ des dépenses de personnel (titre 2) comprend l'enseignement privé sous contrat.

(1) Y compris la rémunération des réservistes.

(2) Les indemnités interministérielles sont communes à plusieurs ministères. Par exemple, l'indemnité d'administration et de technicité, la prime de rendement, l'indemnité de fonction et de résultat, etc.

**Figure 6.1-5 : Évolution des dépenses de personnel dans les administrations publiques et part de chaque secteur dans ces dépenses**



Source : Comptes nationaux annuels, Insee. Traitement DGAFP – Dessi.

APUC : Administrations publiques centrales. Les APUC recouvrent le champ de l'État et de ses établissements publics.

APUL : Administrations publiques locales.

ASSO : Administrations de sécurité sociale, y compris les hôpitaux à financement public.

APU : Ensemble des administrations publiques.

Note : Les séries de comptes nationaux présentés sont désormais publiées en base 2014.

Les données 2017 sont des données semi-définitives et les données 2018 des données provisoires (voir insee.fr).

**Figure 6.1-6 : Poids des dépenses de rémunération des administrations publiques dans le PIB au sens de la comptabilité nationale**

Années	2017*			2018**			Évolution 2018/2017	Évolution annuelle moyenne 2018/2010
	En milliards d'euros	En part du PIB	En part dans les dépenses totales <sup>(5)</sup>	En milliards d'euros	En part du PIB	En part dans les dépenses totales <sup>(5)</sup>		
<b>Administrations publiques centrales<sup>(1)</sup></b>	<b>142,6</b>	<b>621,2 %</b>	<b>2 671,4 %</b>	<b>145,0</b>	<b>616,1 %</b>	<b>2 694,1 %</b>	<b>1,7 %</b>	<b>1,2 %</b>
<i>dont État</i>	<i>124,2</i>	<i>541,3 %</i>	<i>2 519,7 %</i>	<i>126,5</i>	<i>537,4 %</i>	<i>2 524,2 %</i>	<i>1,8 %</i>	<i>1,0 %</i>
<b>Administrations publiques locales<sup>(2)</sup></b>	<b>81,5</b>	<b>355,1 %</b>	<b>3 204,7 %</b>	<b>82,1</b>	<b>348,7 %</b>	<b>3 151,2 %</b>	<b>0,7 %</b>	<b>2,2 %</b>
<i>dont collectivités locales</i>	<i>65,8</i>	<i>286,8 %</i>	<i>2 846,2 %</i>	<i>66,3</i>	<i>281,7 %</i>	<i>2 808,9 %</i>	<i>0,7 %</i>	<i>2,4 %</i>
<b>Administrations de sécurité sociale<sup>(3)</sup></b>	<b>66,7</b>	<b>290,8 %</b>	<b>1 118,6 %</b>	<b>67,1</b>	<b>285,3 %</b>	<b>1 104,4 %</b>	<b>0,6 %</b>	<b>1,7 %</b>
<i>dont organismes dépendant des assurances sociales<sup>(4)</sup></i>	<i>56,8</i>	<i>247,4 %</i>	<i>6 000,4 %</i>	<i>57,3</i>	<i>243,6 %</i>	<i>6 013,5 %</i>	<i>0,9 %</i>	<i>2,0 %</i>
<b>Toutes administrations publiques</b>	<b>290,8</b>	<b>1 267,1 %</b>	<b>2 250,3 %</b>	<b>294,2</b>	<b>1 250,2 %</b>	<b>2 276,4 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>1,6 %</b>

Source : Comptes nationaux annuels, Insee. Traitement DGAFP – Dessi.

Note : Les dépenses de rémunération qui figurent dans le tableau ci-dessus intègrent le financement de la charge des pensions.

\* Résultats semi-définitifs.

\*\* Résultats provisoires.

(1) État et organismes divers d'administration centrale.

(2) Collectivités locales et organismes divers d'administration locale.

(3) Les administrations de sécurité sociale comprennent les régimes d'assurance sociale et les organismes dépendant des assurances sociales (principalement les hôpitaux à financement public).

(4) Dont hôpitaux, Pôle emploi...

(5) En part dans les dépenses totales de l'administration concernée.

Note : Les séries de comptes nationaux présentés sont désormais publiées en base 2014.

 **Figure 6.1-7 : Évolution des dépenses de personnel dans les collectivités locales et leurs groupements à fiscalité propre**  
[en milliards d'euros]

Dépenses de personnel <sup>(1)</sup>	2013	2014	2015	2016 <sup>(a)</sup>	2017	2018* <sup>(b)</sup>	2019**	Évolution 2018/2017 (en %)	Évolution annuelle moyenne 2018/2003 (en %)
Régions <sup>(2)</sup>	3,06	3,19	3,27	3,56	3,69	3,95	4,03	3,5(c)	7,0
Départements	11,83	12,15	12,16	11,91	12,07	11,92	11,96	-0,2(c)	2,5
Communes	35,01	36,43	36,94	36,93	37,61	37,63	nd	0,0	8,4
Groupements à fiscalité propre <sup>(3)</sup>	6,72	7,21	7,75	8,28	9,04	9,44	nd	4,5	4,3
<b>Ensemble des collectivités locales et de leurs groupements à fiscalité propre</b>	<b>56,63</b>	<b>58,98</b>	<b>60,12</b>	<b>60,68</b>	<b>62,41</b>	<b>62,95</b>	<b>nd</b>	<b>0,9</b>	<b>4,3</b>
<b>Dépenses totales des collectivités locales et de leurs groupements à fiscalité propre<sup>(4)</sup></b>	<b>230,66</b>	<b>230,50</b>	<b>228,98</b>	<b>227,31</b>	<b>233,76</b>	<b>237,16</b>	<b>nd</b>	<b>1,5</b>	<b>3,2</b>

Sources : DGCL et DGFIP.

\* Résultats provisoires.

\*\* Estimations à partir des budgets primitifs N et N-1.

(1) Y compris les cotisations employeur au titre de la retraite (CNRACL, etc.).

(2) Comprend également les collectivités territoriales uniques : Mayotte (depuis 2011), Martinique et Guyane (depuis 2016), Corse (depuis 2018).

(3) Groupements à fiscalité propre : métropoles, communautés urbaines, d'agglomération, de communes et syndicats d'agglomération nouvelle. Y compris métropole de Lyon (depuis 2015) et EPT de la métropole du Grand Paris (depuis 2016).

(4) Dépenses totales hors gestion active de la dette.

(a) La Martinique et la Guyane sont sorties des départements pour intégrer les régions en tant que collectivités territoriales uniques.

(b) Les deux départements de Corse sont sortis des départements pour intégrer les régions avec la collectivité de Corse en tant que collectivités territoriales uniques.

(c) Évolution à champ constant, c'est-à-dire hors Corse.

nd : données non disponibles, non communiquées ou manquantes.

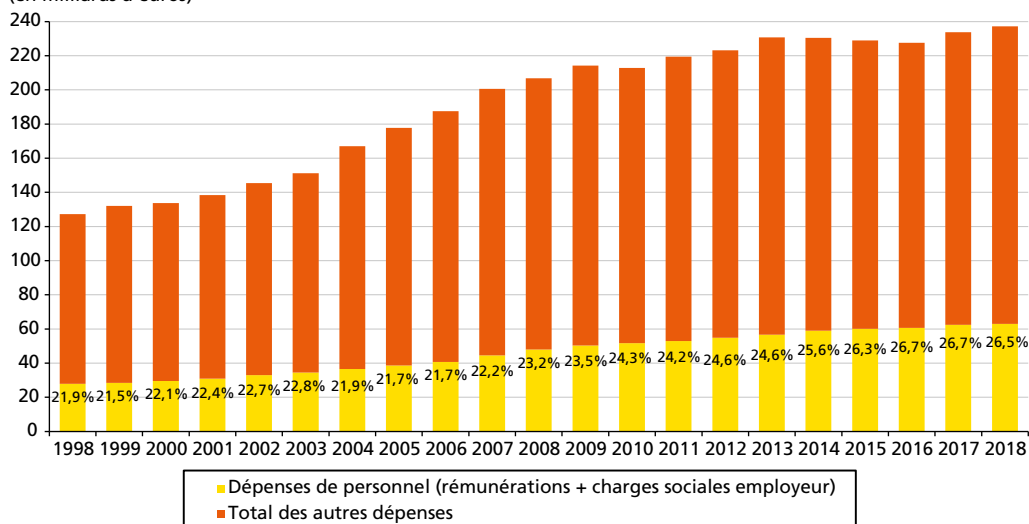
Note : Les périmètres des collectivités ont changé, ce qui entraîne des ruptures de périmètres. La métropole de Lyon a des compétences habituellement réservées aux départements ; les collectivités territoriales uniques ne sont plus ni des régions ni des départements, mais regroupent les compétences des deux niveaux.

**Figure 6.1-8 : Évolution des dépenses de personnel et dépenses totales des collectivités locales et de leurs groupements à fiscalité propre**

[en milliards d'euros]

Le pourcentage représente la part des dépenses de personnel dans l'ensemble des dépenses.

(en milliards d'euros)



Sources : DGCL et DGFIP

Note : Résultats 2018 provisoires. Dépenses de personnel y compris les cotisations employeur au titre de la retraite (CNRACL, etc.). Dépenses totales hors gestion active de la dette à partir de 2003.

Les groupements à fiscalité propre regroupent les métropoles, communautés urbaines, d'agglomération, de communes et syndicats d'agglomération nouvelle.

Depuis 2012 les dépenses sont en opération réelle, elles étaient en opération budgétaire précédemment.

**Figure 6.1-9 : Évolution des charges d'exploitation relatives au personnel des établissements publics de santé**

[en milliards d'euros]

Dépenses de personnel	2017*	2018**	Évolution 2018/2017 (en %)	Évolution annuelle moyenne 2018/2000 (en %)
Rémunérations du personnel non médical	22,83	23,11	1,2	1,9
Rémunérations du personnel médical <sup>(1)</sup>	7,26	7,50	3,3	3,9
Charges de sécurité sociale et de prévoyance <sup>(2)</sup>	10,96	10,82	-1,3	3,0
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	2,73	2,78	1,7	2,2
Autres charges <sup>(3)</sup>	2,42	2,54	5,0	3,8
<b>Ensemble des charges de personnel</b>	<b>46,20</b>	<b>46,75</b>	<b>1,2</b>	<b>2,5</b>
<b>Dépenses totales</b>	<b>73,44</b>	<b>74,00</b>	<b>0,8</b>	<b>3,0</b>

Sources : DGOS et DGFIP

\* Chiffres définitifs actualisés par rapport à l'édition précédente.

\*\* Résultats provisoires, données issues des comptes de résultats principaux des établissements publics de santé.

(1) Praticiens hospitaliers.

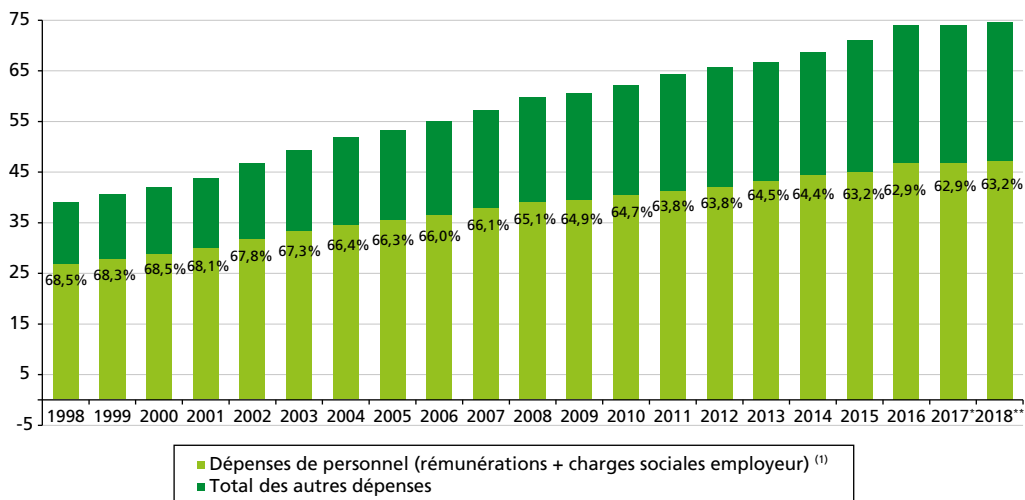
(2) Y compris les cotisations employeur au titre de la retraite (CNRACL, etc.).

(3) Les reports de charges correspondant aux dépenses de personnel ne sont plus intégrés.

**Figure 6.1-10 : Évolution des dépenses de personnel et des charges totales des établissements publics de santé**

[en milliards d'euros]

Le pourcentage représente la part des dépenses de personnel dans l'ensemble des dépenses



Sources : DGOS et DGFIP.

\* Chiffres actualisés par rapport à l'édition précédente.

\*\* Résultats provisoires, données issues des comptes de résultats principaux des établissements publics de santé.

(1) Y compris les cotisations employeur au titre de la retraite (CNRA, etc.).

 **Figure 6.2-1 : Bilan de la valeur du point d'indice dans les trois versants de la fonction publique**

Années	Date	Évolution	Valeur annuelle de l'indice 100
2002	1 <sup>er</sup> mars	0,60 %	5 212,84
	1 <sup>er</sup> décembre	0,50 %	5 249,33
2004	1 <sup>er</sup> janvier	0,50 %	5 275,58
2005	1 <sup>er</sup> février	0,50 %	5 301,96
	1 <sup>er</sup> juillet	0,80 %	5 328,47
2006	1 <sup>er</sup> novembre	0,50 %	5 371,10
	1 <sup>er</sup> juillet	0,50 %	5 397,95
2007	1 <sup>er</sup> février	0,80 %	5 441,13
2008	1 <sup>er</sup> mars	0,50 %	5 468,34
	1 <sup>er</sup> octobre	0,30 %	5 484,75
2009	1 <sup>er</sup> juillet	0,50 %	5 512,17
	1 <sup>er</sup> octobre	0,30 %	5 528,71
2010	1 <sup>er</sup> juillet	0,50 %	5 556,35
2011	1 <sup>er</sup> janvier	0,00 %	5 556,35
2017	1 <sup>er</sup> février	0,60 %	5 623,23
2019	1 <sup>er</sup> janvier		5 623,23

Source : DGAFP – Dessi.


**Figure 6.2-2 : Comparaison du minimum de traitement de la fonction publique et du Smic**

Date	Salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic)			Minimum de traitement de la fonction publique <sup>(2)</sup> hors indemnité différentielle <sup>(3)</sup>			Minimum de traitement de la fonction publique <sup>(2)</sup> y compris indemnité différentielle		
	Taux horaire (en euros)	Montant mensuel brut (en euros) <sup>(1)</sup>	Montant mensuel net (en euros)	Indice majoré	Montant mensuel brut (en euros)	Montant mensuel net <sup>(4)</sup> (en euros)	Indice majoré	Montant mensuel brut (en euros)	Montant mensuel net <sup>(4)</sup> (en euros)
1 <sup>er</sup> juillet 2007	8,44	1 280,07	1 005,07	283	1 283,20	1 082,89	283	1 283,20	1 082,89
1 <sup>er</sup> mai 2008	8,63	1 308,88	1 027,99	288	1 312,40	1 107,53	288	1 312,40	1 107,53
1 <sup>er</sup> juillet 2008	8,71	1 321,05	1 036,37	290	1 321,51	1 115,22	290	1 321,51	1 115,22
1 <sup>er</sup> juillet 2009	8,82	1 337,70	1 050,63	292	1 341,29	1 131,91	292	1 341,29	1 131,91
1 <sup>er</sup> janvier 2010	8,86	1 343,77	1 056,24	292	1 345,32	1 135,32	292	1 345,32	1 135,32
1 <sup>er</sup> juillet 2010	8,86	1 343,77	1 056,24	292	1 352,05	1 140,99	292	1 352,05	1 140,99
1 <sup>er</sup> janvier 2011	9,00	1 365,00	1 072,07	295	1 365,94	1 149,03	295	1 365,94	1 149,03
1 <sup>er</sup> décembre 2011	9,19	1 393,82	1 094,71	295	1 365,94	1 149,03	295	1 393,82	1 173,35
1 <sup>er</sup> janvier 2012	9,22	1 398,37	1 096,94	302	1 398,35	1 171,12	302	1 398,37	1 171,14
1 <sup>er</sup> juillet 2012	9,40	1 425,67	1 118,36	308	1 426,13	1 192,96	308	1 426,13	1 192,96
1 <sup>er</sup> novembre 2012	9,40	1 425,67	1 118,36	308	1 426,13	1 194,38	308	1 426,13	1 194,38
1 <sup>er</sup> janvier 2013	9,43	1 430,22	1 120,43	309	1 430,76	1 192,97	309	1 430,76	1 192,97
1 <sup>er</sup> janvier 2014	9,53	1 445,38	1 128,70	309	1 430,76	1 187,53	309	1 445,38	1 200,27
1 <sup>er</sup> janvier 2015	9,61	1 457,52	1 135,99	309	1 430,76	1 181,81	309	1 457,52	1 205,13
1 <sup>er</sup> janvier 2016	9,67	1 466,62	1 141,61	309	1 430,76	1 176,08	309	1 466,62	1 207,33
1 <sup>er</sup> juillet 2016	9,67	1 466,62	1 141,61	309	1 439,35	1 183,15	309	1 466,62	1 206,91
1 <sup>er</sup> février 2017	9,76	1 480,27	1 151,50	309	1 447,98	1 185,17	309	1 480,27	1 213,31
1 <sup>er</sup> janvier 2018	9,88	1 498,47	1 173,60	309	1 447,98	1 157,08	309	1 498,47	1 200,23 <sup>(5)</sup>
1 <sup>er</sup> octobre 2018	9,88	1 498,47	1 187,83	309	1 447,98	1 157,08	309	1 498,47	1 200,23 <sup>(5)</sup>
1 <sup>er</sup> janvier 2019	10,03	1 521,22	1 204,19	309	1 447,98	1 153,17	309	1 521,22	1 215,77 <sup>(5)</sup>

Source : DGAFF – Dessi.

(1) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, il est calculé sur la base de 35 heures hebdomadaires (151,67 heures mensuelles).

(2) Traitement minimum des fonctionnaires en 3<sup>e</sup> zone d'indemnité de résidence (taux à 0 %).

(3) L'indemnité différentielle a été instituée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1991.

Pour un agent à temps complet, son montant est égal à la différence entre le montant brut mensuel du Smic et la rémunération brute mensuelle afférente à l'indice majoré détenu par l'agent, à laquelle sont ajoutés les avantages en nature (tous les compléments de revenu autres que l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités). Par exemple, pour un agent à l'indice majoré 309, à temps complet et ne percevant aucun avantage en nature, le montant de l'indemnité différentielle versée au 1<sup>er</sup> janvier 2019 est de 73,24 euros, portant le montant mensuel brut perçu par l'agent à 1 521,22 euros.

L'indemnité différentielle n'est pas soumise à cotisation retraite pour la pension civile mais à cotisation au RAFF à la différence du traitement indiciaire.

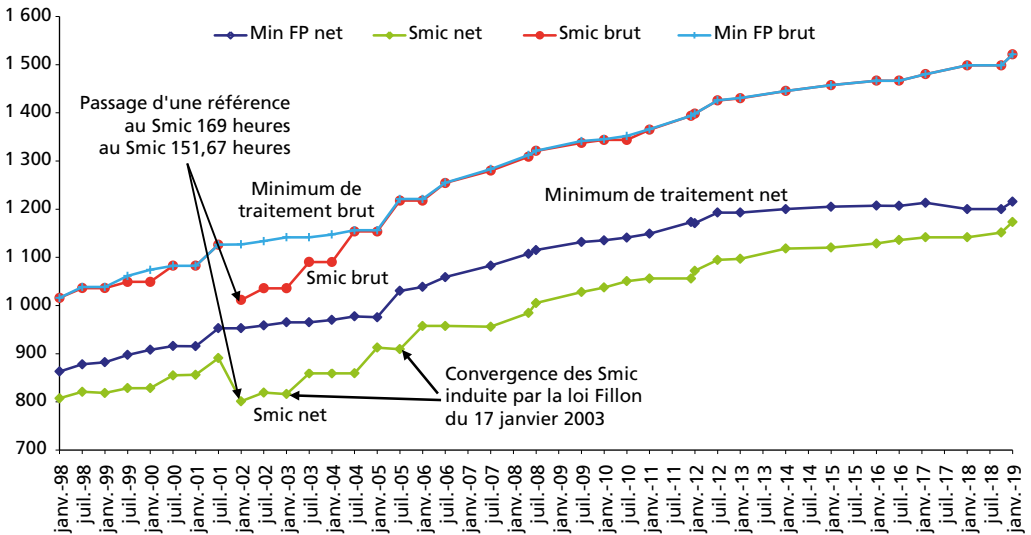
(4) Cotisations déduites : Retenue pour pension, CSG, CRDS.

(5) Hors indemnité compensatrice de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) instituée par le décret n° 2017-1889 du 30 décembre 2017.

Pour rappel, la CSG a augmenté de 1,7 point au 1<sup>er</sup> janvier 2018 d'où une baisse de 11,96 euros du minimum de traitement net (y compris indemnité différentielle). L'augmentation de la CSG a été intégralement compensée par l'indemnité compensatrice de la hausse de la CSG. Son montant ne dépend pas uniquement de la rémunération contemporaine et ne peut donc pas être imputée.

**Figure 6.2-3 : Évolution du minimum de traitement (brut et net) de la fonction publique et du Smic (brut et net) de référence**

(en euros)



Source : DGAFP – Dessi.

Champ pour le Smic : Secteur privé.

Champ pour le minimum de traitement de la fonction publique : Fonction publique de l'État, fonction publique territoriale, fonction publique hospitalière. Y compris indemnité différentielle.

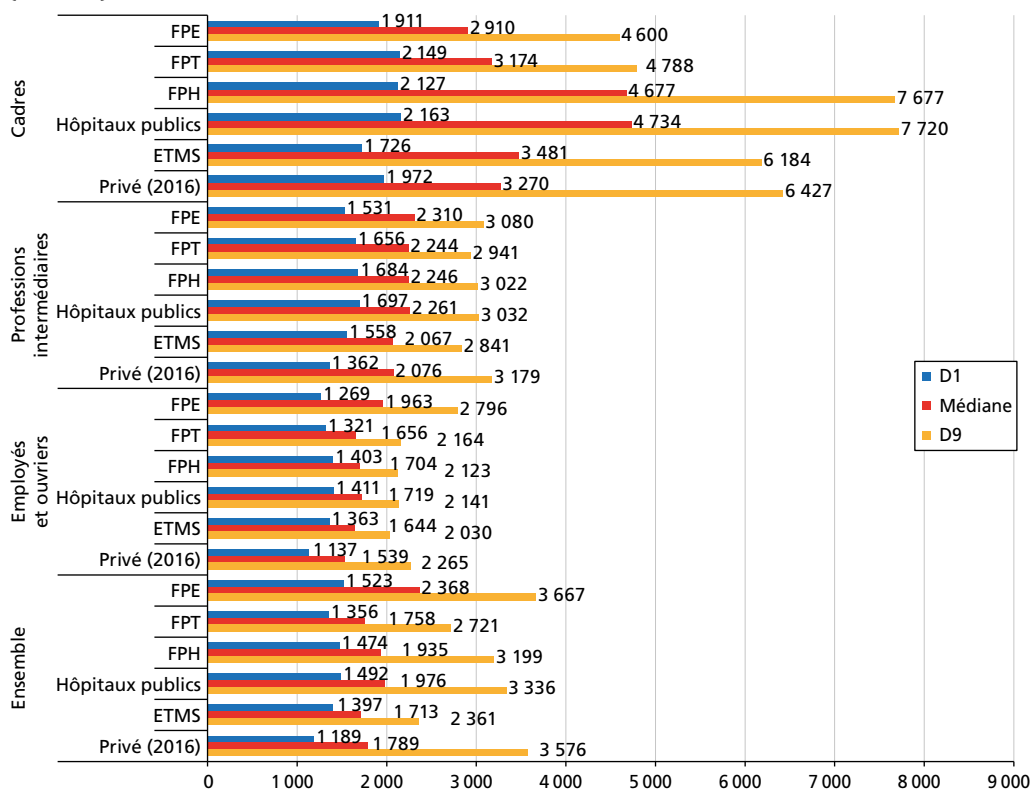
Le minimum de traitement est hors indemnité compensatrice de la hausse de la contribution sociale généralisée (CSG) instituée par le décret n° 2017-1889 du 30 décembre 2017.

L'augmentation de la CSG a été intégralement compensée par l'indemnité compensatrice de la hausse de la CSG. Son montant ne dépend pas uniquement de la rémunération contemporaine et ne peut donc pas être imputé.



Figure 6.3-1 : Distribution des salaires nets mensuels dans la fonction publique par versant et catégorie socioprofessionnelle (PCS-Insee) en 2017

(en euros)



Source : Siasp, Insee. Traitements Insee, Drees, DGCL – Département des études et des statistiques locales, DGAFP – Dessi.

Champ pour le privé : Salariés du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés. Sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs. Les données publiées ici sont issues d'une exploitation des DADS complètes. Les données 2017 n'étaient pas disponibles au moment de la publication de ce rapport.

Champ pour la fonction publique : Y compris bénéficiaires de contrats aidés, en équivalent temps plein mensualisé. Hors militaires, assistants maternels et familiaux, internes et externes des hôpitaux.

Figure 6.3-2 : Rapports interdéciles (D9/D1) de salaires nets mensuels dans la fonction publique par versant et catégorie socioprofessionnelle (PCS-Insee) à partir de 2012

Années		2012	2013	2014	2015	2016	2017	Écart (2017)-(2016)
Cadres	Privé <sup>(1)</sup>	2,98	2,95	2,94	2,95	3,26	nd	nd
	FPH	3,51	3,60	3,62	3,64	3,63	3,61	-0,02
	FPT	2,32	2,29	2,29	2,26	2,26	2,23	-0,03
	FPE	2,41	2,39	2,42	2,45	2,46	2,41	-0,05
Professions intermédiaires	Privé <sup>(1)</sup>	2,19	2,20	2,22	2,23	2,33	nd	nd
	FPH	1,80	1,79	1,79	1,81	1,82	1,79	-0,03
	FPT	1,81	1,82	1,81	1,79	1,79	1,78	-0,01
	FPE	1,81	1,80	2,09	2,01	1,99	2,01	0,02
Employés et ouvriers	Privé <sup>(1)</sup>	1,95	1,98	1,98	1,99	1,99	nd	nd
	FPH	1,54	1,52	1,52	1,51	1,51	1,51	0,00
	FPT	1,61	1,61	1,62	1,63	1,63	1,64	0,01
	FPE	2,25	2,22	2,10	2,18	2,21	2,20	-0,01
Ensemble	Privé <sup>(1)</sup>	2,92	2,96	2,99	3,01	3,01	nd	nd
	FPH	2,20	2,19	2,16	2,16	2,18	2,17	-0,01
	FPT	1,99	2,00	2,01	2,00	2,01	2,01	0,00
	FPE	2,40	2,38	2,39	2,40	2,42	2,41	-0,01

Sources : DADS, Siasp, Insee. Traitements Insee, Drees, DGCL – Département des études et des statistiques locales, DGAFP – Dessi.  
Champ pour le privé : Salariés du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés. Sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs. Les données publiées ici sont issues d'une exploitation des DADS complètes.

Champ pour la fonction publique : Y compris bénéficiaires de contrats aidés, en équivalent temps plein mensualisé.

FPE : Hors militaires.

FPT : Hors militaires, assistants maternels et familiaux.

FPH : Hors internes, externes des hôpitaux, assistants maternels et familiaux.

(1) À partir de 2016, les traitements statistiques des données permettant le calcul du salaire moyen en équivalent temps plein dans le secteur privé ont été modifiés (voir Encadré méthodologique de « Salaires dans le secteur privé », Insee Première n° 1750, avril 2019). Les valeurs de 2016 ne sont donc pas comparables à celles des années antérieures.

Attention : Les données 2015 pour la FPH ont été corrigées. Par ailleurs, à partir de 2015, la méthode de calcul des salaires a été revue et améliorée (voir encadré 1 de la vue « Les rémunérations dans la fonction publique » du Rapport annuel sur l'état de la fonction publique – édition 2017) sans impact global, mais modifiant certains niveaux pour des catégories fines.

nd : données non disponibles, non communiquées ou manquantes.

**Figure 6.3-3 : Comparaison des salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein mensualisé et à temps complet dans les trois versants de la fonction publique en 2017 (en euros courants)**

	FPE (ministères et établissements publics)		FPE (ministères)		FPT		FPH		Hôpitaux publics		Établissements médico-sociaux	
	Évolution en euros courants (en %)	Niveau moyen (en euros)	Évolution en euros courants (en %)	Niveau moyen (en euros)	Évolution en euros courants (en %)	Niveau moyen (en euros)	Évolution en euros courants (en %)	Niveau moyen (en euros)	Évolution en euros courants (en %)	Niveau moyen (en euros)	Évolution en euros courants (en %)	Niveau moyen (en euros)
Salaire net en équivalent temps plein <sup>(1)</sup>	2,1	2 556	2,0	2 607	2,1	1 944	1,3	2 288	1,4	2 352	1,4	1 846
Salaire net des temps complets <sup>(2)</sup>	3,2	2 644	3,1	2 653	2,0	2 002	1,4	2 280	1,4	2 339	1,4	1 851

Source : Siasp, Insee. Traitements Drees, DGCL – Département des études et des statistiques locales, DGAFP – Dessi. Hors militaires, assistants maternels et familiaux, internes et externes des hôpitaux.

(1) Voir définitions.

(2) Salaires des temps complets : le calcul des salaires moyens est effectué sur les seuls salariés à temps complet.

 Figure 6.3-4 : Salaires nets mensuels moyens par catégorie socioprofessionnelle (PCS-Insee) dans les trois versants de la fonction publique en 2017

	Niveaux mensuels moyens (en euros)			Évolution 2017/2016 en euros courants (en %)		
	Femmes	Hommes	Ensemble	Femmes	Hommes	Ensemble
<b>FPE (ministères)</b>	<b>2 475</b>	<b>2 819</b>	<b>2 607</b>	<b>2,3</b>	<b>1,6</b>	<b>2,0</b>
Cadres	2 919	3 386	3 116	2,3	1,9	2,1
<i>dont cadres hors enseignants</i>	3 789	4 353	4 075	2,5	2,5	2,4
Professions intermédiaires	2 382	2 605	2 444	3,4	2,1	3,0
Employés, ouvriers	1 911	2 307	2 114	0,1	1,3	0,7
<b>FPE (ministères et établissements publics)</b>	<b>2 408</b>	<b>2 785</b>	<b>2 556</b>	<b>2,5</b>	<b>1,6</b>	<b>2,1</b>
Cadres	2 942	3 368	3 138	2,1	1,6	1,8
<i>dont cadres hors enseignants</i>	3 463	3 839	3 659	2,1	1,7	1,9
Professions intermédiaires	2 289	2 467	2 341	3,2	2,0	2,8
Employés, ouvriers	1 867	2 245	2 040	1,2	1,6	1,5
<b>FPT</b>	<b>1 867</b>	<b>2 053</b>	<b>1 944</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>
Cadres	3 162	3 622	3 365	2,5	1,7	2,1
Professions intermédiaires	2 250	2 365	2 290	2,0	1,6	1,9
Employés, ouvriers	1 634	1 819	1 713	2,1	2,1	2,1
<b>Hôpitaux publics</b>	<b>2 217</b>	<b>2 807</b>	<b>2 352</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,4</b>
Cadres	4 321	5 639	4 922	1,4	1,2	1,1
<i>médecins et pharmaciens</i>	4 496	5 918	5 145	1,7	1,6	1,4
<i>cadres administratifs et de direction (hors médecins et pharmaciens)</i>	3 405	4 161	3 748	0,3	-0,2	-0,1
Professions intermédiaires	2 331	2 403	2 343	1,0	0,6	0,9
<i>P.I. soignantes et sociales</i>	2 365	2 416	2 373	1,0	0,6	1,0
<i>P.I. administratives et techniques</i>	2 069	2 351	2 139	1,1	0,3	0,9
Employés, ouvriers	1 750	1 767	1 754	1,3	1,2	1,2
<i>dont : agents de service et employés administratifs</i>	1 759	1 799	1 765	1,2	1,2	1,2
<i>ouvriers</i>	1 626	1 734	1 700	1,4	1,2	1,2
<b>Établissements médico-sociaux</b>	<b>1 822</b>	<b>1 963</b>	<b>1 846</b>	<b>1,5</b>	<b>0,6</b>	<b>1,3</b>
Cadres	3 410	4 506	3 772	2,1	1,4	1,6
Professions intermédiaires	2 165	2 174	2 167	1,2	1,5	1,3
Employés, ouvriers	1 681	1 677	1 680	1,4	0,5	1,3
<b>FPH</b>	<b>2 164</b>	<b>2 722</b>	<b>2 288</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>
Cadres	4 276	5 606	4 876	1,4	1,2	1,1
Professions intermédiaires	2 321	2 385	2 332	1,0	0,6	0,9
Employés, ouvriers	1 736	1 754	1 740	1,3	1,1	1,2
<b>Secteur privé (en 2016)</b>	<b>1 969</b>	<b>2 431</b>	<b>2 238</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
Cadres	3 477	4 377	4 060	nd	nd	nd
Professions intermédiaires	2 055	2 396	2 241	nd	nd	nd
Employés, ouvriers	2 028	2 268	1 636	nd	nd	nd

Sources : DADS, Siasp, Insee. Traitements Insee, Drees, DGCL – Département des études et des statistiques locales, DGAFP – Dessi.

Champ pour le privé : Salariés du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés. Sont exclus les apprentis, les stagiaires, les salariés agricoles et les salariés des particuliers employeurs. Les données publiées ici sont issues d'une exploitation des DADS complètes. Les données 2016 n'étaient pas disponibles au moment de la publication de ce rapport.

Champ pour la fonction publique : Y compris bénéficiaires de contrats aidés, en équivalent temps plein mensualisé.

Hors militaires, assistants maternels et familiaux, internes et externes des hôpitaux.

nd : données non disponibles, non communiquées ou manquantes.

Figure 6.3-5 : Salaires nets mensuels moyens des fonctionnaires par catégorie hiérarchique, sexe et tranche d'âge en 2017

	FPE (ministères et établissements publics)		FPT		FPH		Hôpitaux publics		Établissements médico-sociaux		
	Effectifs (en %)	Salaire net mensuel moyen	Effectifs (en %)	Salaire net mensuel moyen	Effectifs (en %)	Salaire net mensuel moyen	Effectifs (en %)	Salaire net mensuel moyen	Effectifs (en %)	Salaire net mensuel moyen	
<b>Ensemble des fonctionnaires</b>	<b>100,0</b>	<b>2 732</b>	<b>100,0</b>	<b>2 026</b>	<b>100,0</b>	<b>2 145</b>	<b>100,0</b>	<b>2 169</b>	<b>100,0</b>	<b>1 956</b>	
<b>Catégorie A</b>	<b>Ensemble</b>	<b>66,2</b>	<b>2 975</b>	<b>9,5</b>	<b>3 385</b>	<b>26,7</b>	<b>2 595</b>	<b>28,7</b>	<b>2 585</b>	<b>10,7</b>	<b>2 821</b>
	-30 ans	4,9	2 000	0,2	2 229	4,4	2 002	4,8	2 002	1,1	1 998
	30-39 ans	15,2	2 469	1,7	2 796	8,9	2 284	9,7	2 280	2,8	2 392
	40-49 ans	22,8	2 928	3,1	3 328	7,2	2 725	7,7	2 723	3,2	2 749
	50-59 ans	18,1	3 433	3,3	3 607	5,1	3 197	5,4	3 191	2,8	3 282
	60 ans et +	5,1	4 023	1,2	3 927	1,1	3 841	1,2	3 812	0,8	4 186
<b>Catégorie B</b>	<b>Ensemble</b>	<b>19,1</b>	<b>2 461</b>	<b>15,1</b>	<b>2 358</b>	<b>21,6</b>	<b>2 365</b>	<b>22,5</b>	<b>2 378</b>	<b>14,0</b>	<b>2 205</b>
	-30 ans	1,2	1 966	0,4	1 811	1,4	1 864	1,4	1 868	0,6	1 720
	30-39 ans	4,0	2 202	3,0	2 072	4,7	2 049	4,9	2 060	3,3	1 920
	40-49 ans	6,8	2 484	5,1	2 332	6,5	2 356	6,7	2 371	4,5	2 179
	50-59 ans	5,5	2 640	5,3	2 524	7,7	2 595	8,0	2 609	4,8	2 417
	60 ans et +	1,6	2 784	1,3	2 601	1,3	2 717	1,5	1 871	0,9	2 548
<b>Catégorie C</b>	<b>Ensemble</b>	<b>14,6</b>	<b>1 989</b>	<b>75,4</b>	<b>1 789</b>	<b>51,8</b>	<b>1 821</b>	<b>48,8</b>	<b>1 827</b>	<b>75,3</b>	<b>1 788</b>
	-30 ans	0,8	1 819	4,0	1 605	3,6	1 654	3,4	1 657	4,8	1 637
	30-39 ans	2,5	1 886	13,6	1 742	11,8	1 740	11,3	1 740	15,4	1 736
	40-49 ans	4,4	1 974	23,6	1 797	16,2	1 806	15,1	1 810	24,6	1 789
	50-59 ans	5,3	2 040	28,3	1 820	18,1	1 902	16,9	1 915	27,4	1 837
	60 ans et +	1,6	2 108	5,9	1 844	2,2	1 963	2,1	1 989	3,1	1 831

Source : Siasp, Insee. Traitements Drees, DGCL – Département des études et des statistiques locales, DGAFP – Dessi.

Champ : Salaires en équivalent temps plein mensualisé. Hors militaires, assistants maternels et familiaux, internes et externes des hôpitaux.

Figure 6.3-5 (suite) : Salaires nets mensuels moyens des fonctionnaires par catégorie hiérarchique, sexe et tranche d'âge en 2017

	FPE (ministères et établissements publics)		FPT		FPH		Hôpitaux publics		Établissements médico-sociaux	
	Effectifs (en %)	Salaire net mensuel moyen	Effectifs (en %)	Salaire net mensuel moyen	Effectifs (en %)	Salaire net mensuel moyen	Effectifs (en %)	Salaire net mensuel moyen	Effectifs (en %)	Salaire net mensuel moyen
<b>Femmes fonctionnaires</b>	<b>100,0</b>	<b>2 577</b>	<b>100,0</b>	<b>1 949</b>	<b>100,0</b>	<b>2 135</b>	<b>100,0</b>	<b>2 162</b>	<b>100,0</b>	<b>1 935</b>
<b>Catégorie A Ensemble</b>	<b>69,9</b>	<b>2 760</b>	<b>10,3</b>	<b>3 158</b>	<b>27,9</b>	<b>2 535</b>	<b>30,2</b>	<b>2 528</b>	<b>10,7</b>	<b>2 680</b>
-30 ans	6,0	1 976	0,2	2 180	4,8	1 996	5,3	1 997	1,2	1 978
30-39 ans	17,7	2 368	2,1	2 694	9,6	2 273	10,5	2 270	3,0	2 348
40-49 ans	24,4	2 761	3,2	3 132	7,4	2 689	8,0	2 690	3,2	2 663
50-59 ans	17,7	3 197	3,6	3 361	5,1	3 110	5,4	3 107	2,7	3 146
60 ans et +	4,2	3 687	1,2	3 602	1,0	3 572	1,0	3 558	0,6	3 758
<b>Catégorie B Ensemble</b>	<b>14,8</b>	<b>2 384</b>	<b>16,8</b>	<b>2 290</b>	<b>22,1</b>	<b>2 352</b>	<b>23,4</b>	<b>2 363</b>	<b>12,9</b>	<b>2 206</b>
-30 ans	0,9	1 902	0,5	1 780	1,4	1 855	1,5	1 863	0,6	1 711
30-39 ans	2,9	2 123	3,6	2 047	4,9	2 041	5,1	2 051	3,1	1 922
40-49 ans	4,4	2 356	5,5	2 280	6,7	2 348	7,0	2 360	4,1	2 192
50-59 ans	4,9	2 539	5,8	2 439	7,9	2 580	8,4	2 590	4,4	2 426
60 ans et +	1,7	2 710	1,4	2 511	1,3	2 685	1,4	2 696	0,8	2 544
<b>Catégorie C Ensemble</b>	<b>15,1</b>	<b>1 924</b>	<b>72,9</b>	<b>1 700</b>	<b>50,0</b>	<b>1 817</b>	<b>46,4</b>	<b>1 824</b>	<b>76,3</b>	<b>1 784</b>
-30 ans	0,7	1 765	3,5	1 556	3,6	1 659	3,4	1 663	5,1	1 639
30-39 ans	2,3	1 818	12,3	1 660	11,7	1 748	11,1	1 749	15,9	1 740
40-49 ans	4,2	1 873	22,7	1 699	15,6	1 806	14,4	1 810	24,9	1 789
50-59 ans	6,0	1 972	27,8	1 723	17,1	1 894	15,7	1 909	27,3	1 830
60 ans et +	1,9	2 066	6,6	1 759	2,0	1 927	1,8	1 953	3,1	1 813
<b>Hommes fonctionnaires</b>	<b>100,0</b>	<b>2 961</b>	<b>100,0</b>	<b>2 131</b>	<b>100,0</b>	<b>2 182</b>	<b>100,0</b>	<b>2 194</b>	<b>100,0</b>	<b>2 065</b>
<b>Catégorie A Ensemble</b>	<b>60,5</b>	<b>3 345</b>	<b>8,3</b>	<b>3 769</b>	<b>21,6</b>	<b>2 917</b>	<b>22,8</b>	<b>2 886</b>	<b>10,2</b>	<b>3 589</b>
-30 ans	3,4	2 062	0,1	2 370	2,7	2 042	2,9	2 039	0,6	2 212
30-39 ans	11,5	2 699	1,2	3 032	6,0	2 359	6,5	2 347	1,7	2 782
40-49 ans	20,4	3 223	2,9	3 626	6,3	2 899	6,7	2 883	2,9	3 239
50-59 ans	18,8	3 763	2,9	4 025	5,0	3 565	5,1	3 545	3,3	3 856
60 ans et +	6,4	4 346	1,2	4 355	1,6	4 517	1,6	4 467	1,7	4 991
<b>Catégorie B Ensemble</b>	<b>25,3</b>	<b>2 527</b>	<b>12,9</b>	<b>2 480</b>	<b>19,1</b>	<b>2 427</b>	<b>19,1</b>	<b>2 452</b>	<b>19,6</b>	<b>2 201</b>
-30 ans	1,8	2 013	0,2	1 909	1,3	1 905	1,3	1 910	0,5	1 772
30-39 ans	5,7	2 262	2,2	2 127	4,1	2 088	4,1	2 106	4,2	1 915
40-49 ans	10,2	2 566	4,5	2 418	5,7	2 396	5,6	2 427	6,5	2 136
50-59 ans	6,3	2 759	4,8	2 663	6,6	2 671	6,6	2 703	6,9	2 388
60 ans et +	1,4	2 913	1,2	2 747	1,5	2 832	1,5	2 861	1,5	2 559
<b>Catégorie C Ensemble</b>	<b>13,9</b>	<b>2 095</b>	<b>78,8</b>	<b>1 901</b>	<b>59,3</b>	<b>1 835</b>	<b>58,2</b>	<b>1 839</b>	<b>70,2</b>	<b>1 807</b>
-30 ans	0,9	1 877	4,7	1 655	3,2	1 631	3,2	1 632	3,5	1 620
30-39 ans	2,8	1 970	15,3	1 832	12,2	1 708	12,1	1 708	12,9	1 712
40-49 ans	4,7	2 108	24,9	1 918	18,4	1 807	17,9	1 809	23,0	1 790
50-59 ans	4,4	2 176	28,9	1 946	22,3	1 926	21,7	1 932	27,8	1 875
60 ans et +	1,0	2 228	5,0	1 996	3,2	2 054	3,3	2 067	3,0	1 927

Source : Siasp, Insee. Traitements Drees, DGCL – Département des études et des statistiques locales, DGAFP – Dessi.

Champ : Salaires en équivalent temps plein mensualisé. Hors militaires, assistants maternels et familiaux, internes et externes des hôpitaux.

 **Figure 6.3-6 et 6.3-7 : Évolution annuelle du salaire moyen par équivalent temps plein dans les trois versants de la fonction publique**

Évolutions en %	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>En euros courants</b>								
<b>FPE (ministères)</b>								
Salaire moyen brut	2,2	1,7	1,4	0,5	0,9	0,7	0,7	2,3
Salaire moyen net	2,2	1,6	1,0	0,2	0,6	0,3	0,3	2,0
<b>FPE (ministères et établissements publics)</b>								
Salaire moyen brut	2,9	2,2	1,6	0,5	0,7	0,8	0,8	2,4
Salaire moyen net	2,9	2,0	1,2	0,1	0,3	0,4	0,4	2,1
<b>FPT</b>								
Salaire moyen brut	1,3	1,5	1,7	1,1	1,7	1,2	0,9	2,4
Salaire moyen net	1,4	1,3	1,4	0,8	1,4	0,8	0,6	2,1
<b>FPH</b>								
Salaire moyen brut	2,0	2,2	1,9	0,7	1,2	1,2	1,0	1,7
Salaire moyen net	2,1	0,4	1,6	0,4	0,8	0,9	0,6	1,3
<b>Hôpitaux publics</b>								
Salaire moyen brut	1,7	2,3	2,0	0,8	1,3	1,3	1,1	1,8
Salaire moyen net	1,7	0,4	1,7	0,4	0,9	0,9	0,7	1,4
<b>Établissements médico-sociaux</b>								
Salaire moyen brut	5,1	1,5	0,6	1,0	1,4	1,2	0,7	1,8
Salaire moyen net	5,5	0,3	0,2	0,7	0,9	0,8	0,3	1,3
<b>En euros constants</b>								
<b>FPE (ministères)</b>								
Salaire moyen brut	0,7	-0,4	-0,6	-0,3	0,4	0,6	0,5	1,3
Salaire moyen net	0,7	-0,5	-0,9	-0,7	0,1	0,3	0,2	1,0
<b>FPE (ministères et établissements publics)</b>								
Salaire moyen brut	1,3	0,1	-0,4	-0,4	0,2	0,8	0,6	1,3
Salaire moyen net	1,3	-0,1	-0,7	-0,7	-0,2	0,4	0,2	1,0
<b>FPT</b>								
Salaire moyen brut	-0,2	-0,6	-0,3	0,2	1,2	1,2	0,8	1,4
Salaire moyen net	-0,1	-0,8	-0,5	-0,1	0,9	0,8	0,4	1,0
<b>FPH</b>								
Salaire moyen brut	0,5	0,1	0,0	-0,1	0,7	1,2	0,8	0,7
Salaire moyen net	0,6	-1,7	-0,3	-0,5	0,3	0,8	0,4	0,3
<b>Hôpitaux publics</b>								
Salaire moyen brut	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,7	1,2	0,9	0,7
Salaire moyen net	0,2	-1,7	-0,2	-0,4	0,4	0,9	0,5	0,4
<b>Établissements médico-sociaux</b>								
Salaire moyen brut	3,5	-0,7	-1,3	0,2	0,9	1,1	0,5	0,7
Salaire moyen net	3,9	-1,8	-1,7	-0,2	0,4	0,8	0,2	0,3

Source : Siasp, Insee. Traitement Insee, Drees, DGCL – Département des études et des statistiques locales, DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte), y compris bénéficiaires de contrats aidés, en équivalent temps plein mensualisé.


FPE : France métropolitaine jusqu'en 2009. Hors militaires.

FPT : Hors militaires, assistants maternels et familiaux.

FPH : Hors internes, externes des hôpitaux, assistants maternels et familiaux.

Note : Dans la FPE, l'évolution du salaire moyen brut et de la RMPP brute a été affectée par le mode de prise en compte de l'exonération fiscale des heures supplémentaires liées à la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite « loi TEPA ». En pratique, sur les fiches de paie, ces heures apparaissaient comme fiscalisées et les prélèvements affichés compensés par une prime. Ainsi, l'évolution du salaire brut apparaît comme surévaluée de 0,2 point au moment de la mise en place en 2008 et en 2009 et sous-évaluée lors de sa suppression en 2012 (-0,1 point) et 2013 (-0,2 point).

Attention : Les données 2015 pour la FPH ont été corrigées. Par ailleurs, à partir de 2015, la méthode de calcul des salaires a été revue et améliorée (voir encadré 1 de la vue « Les rémunérations dans la fonction publique » du Rapport annuel sur l'état de la fonction publique – édition 2017) sans impact global, mais modifiant certains niveaux pour des catégories fines.

 **Figure 6.3-8 et 6.3-9 : Évolution annuelle de la rémunération moyenne des personnes en place<sup>(\*)</sup> (RMPP) dans les trois versants de la fonction publique**  
[en %]

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>en euros courants</b>								
<b>FPE (ministères)</b>								
RMPP brute	3,2	3,2	2,3	1,8	2,4	2,2	2,3	4,0
RMPP nette	3,2	3,0	2,0	1,4	2,1	1,8	1,9	3,6
<b>FPE (ministères et établissements publics)</b>								
RMPP brute	3,3	3,2	2,4	1,8	2,6	2,2	2,2	3,8
RMPP nette	3,4	3,0	2,0	1,4	2,2	1,9	1,9	3,5
<b>FPT</b>								
RMPP brute	2,5	2,5	2,7	1,9	3,0	2,1	1,7	3,2
RMPP nette	2,5	2,3	2,4	1,6	2,7	1,7	1,3	2,8
<b>FPH</b>								
RMPP brute	2,3	3,5	2,5	2,1	2,4	2,3	2,0	2,7
RMPP nette	2,6	1,7	2,2	1,8	2,0	1,9	1,7	2,3
<b>Hôpitaux publics</b>								
RMPP brute	2,3	3,6	2,4	2,1	2,4	2,3	2,1	2,7
RMPP nette	2,5	1,7	2,1	1,8	2,0	1,9	1,7	2,4
<b>Établissements médico-sociaux</b>								
RMPP brute	2,3	3,0	2,9	2,1	2,4	2,2	1,6	2,4
RMPP nette	2,8	1,7	2,6	1,8	2,0	1,2	1,2	2,0
<b>en euros constants</b>								
<b>FPE (ministères)</b>								
RMPP brute	1,6	1,1	0,4	0,9	1,9	2,2	2,1	2,9
RMPP nette	1,6	0,9	0,0	0,5	1,6	1,8	1,7	2,6
<b>FPE (ministères et établissements publics)</b>								
RMPP brute	1,7	1,1	0,4	0,9	2,0	2,2	2,1	2,8
RMPP nette	1,8	0,9	0,0	0,5	1,7	1,8	1,7	2,4
<b>FPT</b>								
RMPP brute	1,0	0,4	0,7	1,1	2,5	2,1	1,5	2,1
RMPP nette	1,0	0,2	0,4	0,8	2,1	1,7	1,1	1,8
<b>FPH</b>								
RMPP brute	0,8	1,4	0,5	1,2	1,9	2,3	1,8	1,6
RMPP nette	1,0	-0,4	0,2	1,0	1,5	1,8	1,5	1,3
<b>Hôpitaux publics</b>								
RMPP brute	0,8	1,5	0,4	1,3	1,9	2,3	1,9	1,6
RMPP nette	1,0	-0,4	0,2	1,0	1,5	1,9	1,6	1,3
<b>Établissements médico-sociaux</b>								
RMPP brute	0,7	0,8	0,9	1,2	1,8	2,1	1,4	1,4
RMPP nette	1,3	-0,4	0,6	0,9	1,4	1,2	1,0	1,0

Source : Siasp, Insee. Traitement Insee, Drees, DGCL – Département des études et des statistiques locales, DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte), y compris bénéficiaires de contrats aidés, en équivalent temps plein mensualisé.

FPE : Hors militaires.

FPT : Hors militaires, assistants maternels et familiaux.

FPH : Hors internes, externes des hôpitaux, assistants maternels et familiaux.

(\*) Agents présents 24 mois consécutifs chez le même employeur avec la même quotité de travail.

Note : Dans la FPE, l'évolution du salaire moyen brut et de la RMPP brute a été affectée par le mode de prise en compte de l'exonération fiscale des heures supplémentaires liées à la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite « loi TEPA ». En pratique, sur les fiches de paie, ces heures apparaissaient comme fiscalisées et les prélèvements affichés compensés par une prime. Ainsi, l'évolution du salaire brut apparaît comme surévaluée de 0,2 point au moment de la mise en place en 2008 et en 2009 et sous-évaluée lors de sa suppression en 2012 (-0,1 point) et 2013 (-0,2 point).

Attention : Les données 2015 pour la FPH ont été corrigées. Par ailleurs, à partir de 2015, la méthode de calcul des salaires a été revue et améliorée (voir encadré 1 de la vue « Les rémunérations dans la fonction publique » du Rapport annuel sur l'état de la fonction publique – édition 2017) sans impact global, mais modifiant certains niveaux pour des catégories fines.



Figure 6.3-10 : Salaires brut et net moyens (en euros) en 2017 et évolutions annuelles en euros constants (en %) dans les trois versants de la fonction publique entre 2016 et 2017

	FPE (ministères et établissements publics)		FPT		FPH		Hôpitaux publics		Établissements médico-sociaux	
	Évolution du salaire moyen net	Évolution du salaire moyen brut	Salaires moyen net	Salaires moyen brut	Évolution du salaire moyen net	Évolution du salaire moyen brut	Salaires moyen net	Salaires moyen brut	Évolution du salaire moyen net	Évolution du salaire moyen brut
Ensemble	3 130 2556 1,3	1,0	2 363 1944 1,4	1,0	2 783 2288 0,7	0,3	2 860 2352 0,7	0,4	2 250 1846 0,7	0,3
PCS cadres et professions intellectuelles supérieures	3 834 3 138 1,1	0,8	4 071 3365 1,4	1,1	5 896 4 876 0,3	0,1	5 953 4 922 0,2	0,1	4 543 3 772 0,8	0,5
PCS professions intermédiaires	2 870 2 341 2,1	1,8	2 786 2 290 1,1	0,8	2 840 2 332 0,3	-0,1	2 854 2 343 0,3	-0,1	2 645 2 167 0,6	0,3
PCS employés et ouvriers	2 503 2 040 0,7	0,4	2 084 1 713 1,4	1,0	2 118 1 740 0,7	0,2	2 135 1 754 0,7	0,2	2 048 1 680 0,7	0,3
Fonctionnaires	3 324 2 732 1,5	1,2	2 456 2 026 1,4	1,0	2 604 2 145 0,7	0,3	2 633 2 169 0,7	0,3	2 372 1 956 0,8	0,3
dont catégorie A	3 619 2 975 1,7	1,3	4 079 3 385 1,9	1,6	3 144 2 595 0,4	0,0	3 132 2 585 0,4	0,0	3 395 2 821 -0,7	-1,0
dont catégorie B	3 004 2 461 0,7	0,3	2 861 2 358 1,0	0,6	2 880 2 365 0,4	0,0	2 896 2 378 0,4	0,0	2 685 2 205 0,4	0,0
dont catégorie C	2 412 1 989 1,3	0,9	2 170 1 789 1,5	1,1	2 210 1 821 0,9	0,3	2 219 1 827 0,9	0,3	2 169 1 788 0,9	0,4
Contractuels	2 558 2 050 -0,9	-0,9	2 110 1 711 0,9	0,7	2 056 1 667 0,4	0,2	2 077 1 684 0,4	0,2	1 973 1 598 0,4	0,2
Autres catégories et statuts	2 978 2 349 2,1	2,0	4 495 3 669 3,3	3,0	6 720 5 557 0,5	0,4	6 735 5 570 0,5	0,3	5 748 4 715 1,9	1,7
Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés <sup>(1)</sup>	3 168 2 587 1,2	0,9	2 397 1 972 1,2	0,9	2 800 2 303 0,6	0,2	2 872 2 363 0,6	0,3	2 283 1 874 0,5	0,1
Bénéficiaires de contrats aidés	1 505 1 222 -0,1	-0,4	1 510 1 226 0,0	-0,2	1 571 1 277 1,2	1,1	1 567 1 274 1,3	1,2	1 578 1 282 1,1	0,9
Femmes	2 955 2 408 1,7	1,4	2 272 1 867 1,5	1,1	2 636 2 164 0,8	0,4	2 700 2 217 0,8	0,4	2 220 1 822 0,9	0,5
Hommes	3 401 2 785 0,8	0,5	2 493 2 053 1,3	1,0	3 297 2 722 0,5	0,2	3 398 2 807 0,6	0,3	3 291 1 963 0,0	-0,4
Moins de 30 ans	2 174 1 771 1,7	1,5	1 839 1 503 1,4	1,1	2 070 1 692 1,0	0,7	2 100 1 718 1,1	0,7	1 878 1 531 1,0	0,7
30-39 ans	2 716 2 218 1,1	0,9	2 232 1 838 0,7	0,3	2 590 2 130 1,0	0,6	2 642 2 173 1,0	0,7	2 154 1 770 0,7	0,3
40-49 ans	3 183 2 598 1,3	1,0	2 409 1 986 1,7	1,4	2 801 2 307 0,6	0,2	2 880 2 372 0,6	0,2	2 283 1 877 0,7	0,2
50-59 ans	3 538 2 889 1,1	0,8	2 482 2 040 0,9	0,6	3 094 2 544 -0,3	-0,7	3 203 2 634 -0,2	-0,5	2 408 1 976 0,1	-0,4
60 ans et plus	3 992 3 272 -0,1	-0,4	2 705 2 223 0,8	0,5	4 170 3 445 -0,9	-1,2	4 340 3 586 -0,8	-1,1	2 854 2 350 -0,5	-0,9
Ensemble France métropolitaine	3 098 2 527 1,3	1,0	2 355 1 936 1,3	1,0	2 757 2 266 0,7	0,3	2 833 2 328 0,7	0,4	2 244 1 841 0,7	0,3
Ensemble DOM	4 048 3 382 1,5	1,2	2 543 2 116 2,4	2,0	3 774 3 169 0,7	0,4	3 806 3 197 0,7	0,4	3 019 2 525 0,7	0,4

Source : Siasp, Insee. Traitements Drees, DGCI – Département des études et des statistiques locales, DGAFP – Drees.

Champ : France (hors Mayotte) y compris bénéficiaires de contrats aidés, en équivalent temps plein mensuelisé. Hors militaires, assistants maternels et familiaux, internes, externes des hôpitaux et apprentis.

(1) Comprend les fonctionnaires, les contractuels et les personnels classés dans autres catégories et statuts.

Attention : Les données FPH pour les contractuels ont été modifiées. Les contrats aidés ne sont plus regroupés avec les contractuels pour que les définitions soient homogènes entre les versants.

## 6.3 Rémunérations dans les trois versants de la fonction publique

Figure 6.3-II : Évolution en euros constants de la rémunération moyenne des personnes en place (RMPP) dans les trois versants de la fonction publique et proportion d'agents pris en compte dans le calcul de la RMPP en 2017

(en %)

	FPE (ministères et établissements publics)			FPT			FPH			Hôpitaux publics			Établissements médico-sociaux							
	Part des agents dont la RMPP nette a moins évolué que les prix	Évolution de la RMPP nette	Évolution de la RMPP brute	Part des agents de 2016 présents en 2017 <sup>(1)</sup>	Part des agents dont la RMPP nette a moins évolué que les prix	Évolution de la RMPP nette	Évolution de la RMPP brute	Part des agents de 2016 présents en 2017 <sup>(1)</sup>	Part des agents dont la RMPP nette a moins évolué que les prix	Évolution de la RMPP nette	Évolution de la RMPP brute	Part des agents de 2016 présents en 2017 <sup>(1)</sup>	Part des agents dont la RMPP nette a moins évolué que les prix	Évolution de la RMPP nette	Évolution de la RMPP brute					
Ensemble	64,0	2,8	2,4	27,0	65,7	2,1	1,8	28,2	66,6	1,6	1,3	36,1	67,5	1,6	1,3	36,2	60,1	1,4	1,0	35,6
PCS cadres et professions intellectuelles supérieures	66,8	2,5	2,2	32,1	69,9	2,3	2,0	27,3	64,5	2,0	1,9	37,7	64,8	2,0	1,9	37,8	55,3	2,1	1,9	34,5
PCS professions intermédiaires	62,4	2,0	1,5	31,6	65,3	2,1	1,7	28,8	66,9	1,4	0,9	36,7	68,5	1,4	1,0	36,7	59,7	1,2	0,7	37,0
PCS employés et ouvriers	71,4	2,8	2,4	25,8	74,4	2,1	1,7	27,9	72,5	1,5	1,1	35,8	72,3	1,5	1,1	35,8	73,6	1,3	0,9	35,5
Fonctionnaires	70,3	3,1	2,7	24,7	73,2	2,3	1,9	27,2	68,4	1,7	1,3	37,0	68,4	1,7	1,3	37,1	67,2	1,9	1,6	33,9
dont catégorie A	74,9	2,0	1,6	28,4	73,1	2,2	1,9	24,3	72,3	1,5	1,1	33,6	72,3	1,5	1,1	33,9	72,5	1,7	1,2	29,1
dont catégorie B	72,9	2,1	1,7	27,2	74,8	2,0	1,6	28,6	74,6	1,4	0,9	36,1	74,6	1,4	0,9	35,9	74,6	1,1	0,6	36,9
dont catégorie C	35,7	1,6	1,5	42,2	35,2	2,5	2,5	29,3	46,6	1,9	1,8	36,7	49,3	1,9	1,8	37,1	35,6	1,3	1,1	35,3
Contractuels	69,2	3,7	3,6	20,3	57,9	2,1	1,9	45,8	64,3	1,6	1,3	39,4	64,6	1,6	1,3	39,2	45,9	1,4	1,0	52,4
Autres catégories et statuts	65,4	2,8	2,4	26,8	67,7	2,1	1,7	28,0	67,4	3,8	3,7	36,1	68,0	4,4	4,3	36,2	62,4	2,7	2,6	35,5
Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés <sup>(2)</sup>	10,6	0,1	-0,1	81,5	21,4	4,7	4,8	38,8	21,2	1,6	1,3	34,5	22,9	1,6	1,3	31,2	18,4	1,4	1,0	41,1
Bénéficiaires de contrats aidés	61,5	3,1	2,8	24,2	60,4	2,1	1,8	27,4	64,8	1,6	1,4	36,0	65,6	1,6	1,4	36,0	59,3	1,4	1,1	36,0
Femmes	67,9	2,4	2,0	30,9	73,1	2,1	1,7	29,0	72,8	2,6	2,5	36,4	73,8	2,7	2,6	36,6	63,5	2,0	1,9	34,1
Hommes	29,3	3,2	2,8	33,0	39,1	3,0	2,9	29,9	49,8	2,6	2,3	32,0	52,2	2,7	2,4	31,9	34,9	1,9	1,5	33,7
Moins de 30 ans	58,1	3,8	3,4	22,9	60,5	2,7	2,4	25,3	60,4	1,6	1,2	32,0	61,1	1,6	1,3	32,0	55,0	1,4	1,0	32,4
30-39 ans	74,1	3,0	2,6	25,1	71,9	2,2	1,8	28,0	75,4	1,0	0,7	36,2	76,2	1,0	0,7	36,2	70,1	1,1	0,6	36,1
40-49 ans	74,3	2,3	1,9	29,1	75,2	1,8	1,4	28,9	76,4	0,1	-0,2	39,5	77,1	0,1	-0,2	39,8	71,5	0,6	0,2	37,2
50-59 ans	50,2	1,2	0,9	38,2	49,6	1,5	1,2	31,2	50,3	1,6	1,3	46,5	51,0	1,6	1,3	47,2	44,2	1,4	1,0	39,9
60 ans et plus	64,0	2,8	2,4	27,1	65,5	2,1	1,7	28,2	66,3	1,8	1,5	36,0	67,2	1,8	1,5	36,0	60,0	1,6	1,4	35,7
Ensemble France métropolitaine	64,9	2,9	2,6	25,6	70,4	2,8	2,4	28,2	78,0	0,0	0,0	40,4	78,2	0,0	0,0	40,8	73,8	0,0	0,0	31,8
Ensemble DOM																				

Source : Siasp, Insee, Traitements Drees, DGCL – Département des études et des statistiques locales, DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte) y compris bénéficiaires de contrats aidés, en équivalent temps plein mensualisé. Hors militaires, assistants maternels et familiaux, internes et externes des hôpitaux.

(1) Agents présents 24 mois consécutifs chez le même employeur avec la même quotité de travail.

(2) Comprend les fonctionnaires, les contractuels et les personnels classés dans autres catégories et statuts.

Attention : Les données FPH pour les contractuels ont été modifiées. Les contrats aidés ne sont plus regroupés avec les contractuels pour que les définitions soient homogènes entre les versants.

 **Figure 6.3-12 : Salaires mensuels moyens des fonctionnaires des corps et emplois de direction et d'encadrement supérieur dans la fonction publique**

	Niveaux de salaire en 2017 (en euros)			
	Salaire brut moyen	Part des primes (en %)	Salaire net moyen	Salaire net médian
<b>Encadrement supérieur et emplois de direction de la FPE dont :</b>	<b>7 789</b>	<b>44,8</b>	<b>6 583</b>	<b>6 379</b>
<b>Corps et emplois à la décision du gouvernement : décret de 1985 et assimilés dont :</b>	<b>12 473</b>	<b>52,6</b>	<b>10 653</b>	<b>10 461</b>
Préfets	12 162	50,8	10 369	10 254
Secrétaires généraux et directeurs d'administration centrale <sup>(1)</sup>	13 625	56,3	11 692	11 233
Recteurs d'académie	12 861	52,1	10 962	10 780
Cadres dirigeants divers (chefs de services de l'Inspection générale, délégués...)	13 021	52,5	10 986	10 173
<b>Autres corps de direction de la FPE dont :</b>	<b>9 328</b>	<b>48,0</b>	<b>7 940</b>	<b>7 858</b>
Chefs de service et sous-directeurs d'administration centrale, décret n° 2012-32	9 959	50,9	8 482	8 499
Directeurs d'administration territoriale de l'État <sup>(1)</sup>	7 795	40,3	6 576	6 526
<b>Encadrement supérieur de la FPE, dont :</b>	<b>6 862</b>	<b>42,2</b>	<b>5 770</b>	<b>5 675</b>
Corps ENA de conception et management <sup>(2)</sup>	7 539	47,0	6 420	6 277
Ingénieurs <sup>(3)</sup>	7 307	43,0	6 189	6 064
<b>Encadrement supérieur et emplois de direction de la FPT dont :</b>	<b>6 478</b>	<b>40,6</b>	<b>5 454</b>	<b>5 119</b>
<b>Emplois de direction de la FPT<sup>(4)(5)</sup></b>	<b>8 076</b>	<b>44,9</b>	<b>6 793</b>	<b>6 567</b>
<b>Encadrement supérieur de la FPT dont :</b>	<b>6 155</b>	<b>39,4</b>	<b>5 183</b>	<b>4 996</b>
Administrateurs territoriaux dont :	6 151	39,5	5 182	5 026
<i>Administrateurs généraux et hors classe<sup>(1)</sup></i>	7 364	39,3	6 207	5 980
<i>Administrateurs</i>	5 407	39,7	4 554	4 626
Ingénieurs territoriaux en chef	6 156	39,4	5 184	4 987
<i>Ingénieurs en chef généraux et hors classe<sup>(1)</sup></i>	7 149	40,2	6 023	5 957
<i>Ingénieurs en chef de classe normale</i>	5 694	38,9	4 793	4 782
<b>Encadrement supérieur et emplois de direction de la FPH dont :</b>	<b>7 071</b>	<b>45,9</b>	<b>6 021</b>	<b>5 875</b>
<b>Emplois de direction dont :</b>	<b>7 313</b>	<b>47,8</b>	<b>6 245</b>	<b>6 133</b>
Directeurs d'hôpital (DH)	7 926	48,3	6 773	6 744
<i>DH, Emplois fonctionnels<sup>(1)</sup></i>	10 065	51,8	8 595	8 835
<i>DH, Hors classe</i>	8 152	47,8	6 967	6 887
<i>DH, Classe normale</i>	5 573	47,5	4 763	4 692
Directeurs d'établissement sanitaire, social et médico-social (D3S)	6 115	46,6	5 212	5 226
<b>Encadrement supérieur de la FPH dont :</b>	<b>5 817</b>	<b>33,3</b>	<b>4 864</b>	<b>4 705</b>
Ingénieurs hospitaliers en chef	5 817	33,3	4 864	4 705

Source : Siasp, Insee. Traitements DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte) en équivalent temps plein mensualisé. Hors militaires.

Note : Les fonctionnaires A+ d'un corps donné détachés sur un emploi fonctionnel apparaissent ici dans l'emploi de détachement et non pas dans le corps d'origine.

(1) Attention, les évolutions par rapport aux résultats de 2016 publiés dans le Rapport annuel édition 2018 sont faussées car le périmètre des emplois pris en compte a été modifié (voir tableau 2.4-6).

(2) Administrateurs civils, conseillers des affaires étrangères (cadre général) et conseillers des affaires étrangères (cadre d'Orient), sous-préfet du ministère de l'intérieur, de la sécurité et des libertés locales, conseillers économiques.

(3) Ingénieurs des mines, ingénieurs des télécommunications, ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts, ingénieurs des ponts et chaussées, ingénieurs des ponts, des eaux et forêts.

(4) Comprend les emplois de directeur général des services ou directeur, de directeur adjoint général des services ou directeur adjoint, de directeur général des services techniques et de directeur de services techniques. Les effectifs de directeur général des services et ceux de directeur, directeur adjoint des services ou directeur adjoint, peuvent avoir été légèrement surreprésentés. En effet, les mentions des termes « directeur » et « directeur adjoint » sans le qualificatif « général » peuvent conduire à inclure les directeurs de collectivités qui n'occupent pas un emploi fonctionnel (au sens de l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984).

(5) Comprend les personnels de la Ville de Paris.

Avertissement : Certains emplois sont occupés par un faible nombre d'agents si bien que des événements individuels ou la mobilité au sein de la catégorie peuvent affecter le salaire moyen de l'ensemble entraînant des évolutions sensibles d'une année sur l'autre.

Figure 6.4-1 : Évolution des salaires nets mensuels moyens dans la fonction publique de l'État (ministères et établissements publics) selon le statut ou la situation d'emploi et la catégorie socioprofessionnelle

	Effectifs utilisés pour le calcul des salaires (volume en EQTP)			Salaires nets moyens en 2017 <sup>(1)</sup> (en euros)	Évolution 2017/2016 (en %)		RMPP nette <sup>(3)</sup> 2017/2016		
	Structure des effectifs 2017 (en %)	2017 (en milliers)	Évolution 2017/2016 (en %)		Salaires moyens (en euros constants)	À structure constante <sup>(2)</sup>	Proportion des agents de 2016 présents en 2017 (en %)	Évolution de la rémunération en euros constants (en %)	Proportion d'agents dont la RMPP nette a moins évolué que l'inflation <sup>(4)</sup> (en %)
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>2 029,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>2 556</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>64,0</b>	<b>2,4</b>	<b>27,0</b>
<i>dont : enseignants</i>	46,3	938,6	0,0	2 626	1,6	1,2	67,8	3,1	23,2
<i>dont : non-enseignants</i>	53,7	1 090,5	-0,3	2 496	0,5	0,5	60,8	1,8	30,7
<b>PCS cadres et professions intellectuelles supérieures dont :</b>	<b>36,2</b>	<b>735,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>3 138</b>	<b>0,8</b>	<b>0,4</b>	<b>66,8</b>	<b>2,2</b>	<b>32,1</b>
Fonctionnaires de catégorie A+ <sup>(5)</sup>	5,1	104,0	0,3	4 310	0,4	0,0	71,3	1,9	34,8
<i>dont enseignants<sup>(6)</sup></i>	2,7	55,5	-0,4	3 767	0,2	-0,8	71,9	1,7	37,0
<i>dont police<sup>(7)</sup></i>	0,1	1,6	0,0	5 820	0,8	-0,5	57,2	2,4	34,7
Fonctionnaires de catégorie A (à l'exception des A+)	22,5	455,6	-0,9	3 117	0,8	0,6	72,2	2,2	31,5
<i>dont enseignants<sup>(8)</sup></i>	15,2	308,3	-1,0	2 865	0,9	0,6	73,9	2,3	32,2
<i>dont police<sup>(9)</sup></i>	0,2	3,9	0,0	4 303	0,3	0,7	81,6	0,7	46,7
Contractuels	4,1	82,6	-1,4	2 646	0,8	-0,3	34,6	1,7	40,3
<i>dont enseignants<sup>(10)</sup></i>	0,7	13,9	1,5	2 000	-0,3	-0,3	24,3	1,4	48,9
Autres catégories et statuts	4,6	92,6	0,3	2 367	1,4	1,1	64,0	3,1	28,0
<i>dont enseignants<sup>(11)</sup></i>	4,5	91,2	0,2	2 330	1,3	1,2	64,6	3,2	28,0
<b>PCS professions intermédiaires dont :</b>	<b>39,4</b>	<b>798,6</b>	<b>0,5</b>	<b>2 341</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>62,4</b>	<b>3,3</b>	<b>19,1</b>
Fonctionnaires de catégorie A	21,0	426,9	1,3	2 497	2,5	2,3	67,9	3,9	14,3
<i>dont enseignants<sup>(12)</sup></i>	19,3	390,7	0,3	2 475	2,8	2,4	67,1	4,0	13,1
<i>dont police<sup>(13)</sup></i>	0,2	4,4	-8,3	3 571	0,6	1,3	79,3	1,7	38,2
Fonctionnaires de catégorie B	8,9	180,7	-2,2	2 439	0,7	1,2	72,5	1,9	24,1
<i>dont personnels administratifs et techniques</i>	7,2	146,3	2,7	2 441	0,3	0,2	72,6	1,7	24,7
<i>dont enseignants<sup>(14)</sup></i>	0,1	2,2	-21,4	2 257	1,7	1,6	72,7	3,0	26,9
<i>dont pénitentiaire<sup>(15)</sup></i>	0,1	1,2	9,1	2 932	2,2	1,4	69,9	3,7	19,0
Contractuels	6,1	124,3	3,0	1 837	0,6	-0,2	30,1	1,7	44,8
<i>dont enseignants<sup>(10)</sup></i>	1,8	35,9	9,5	2 012	1,8	-3,0	30,4	3,5	34,9
Autres catégories et statuts	2,4	48,4	-2,0	2 296	3,2	2,7	75,2	4,4	10,2
<i>dont enseignants<sup>(11)</sup></i>	2,0	40,7	-1,2	2 152	3,7	3,0	73,7	4,9	7,1

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte). Hors militaires, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les salaires sont exprimés en équivalent temps plein mensuelisé, voir définitions.

(2) L'évolution à structure constante consiste à mesurer l'évolution des rémunérations lorsque la structure des effectifs par grade et par échelon est figée au niveau de l'année précédente. Dans le cadre de l'application du protocole parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR), une partie des grilles indiciaires des fonctionnaires ont été rééchelonnées en 2017. La structure par grade et échelon a dans ce cas été adaptée.

(3) Rémunération moyenne nette des personnes présentes les deux années consécutives (24 mois) chez le même employeur et ayant la même quotité de travail les deux années.

(4) Inflation y compris tabac (+1,03 %) en 2017.

(5) Voir définitions.

(6) Par exemple : professeurs d'université et maîtres de conférence.

(7) Commissaires de police.

(8) Par exemple : professeurs agrégés et certifiés.

(9) Par exemple : commandants de police.

(10) Emplois occasionnels ou saisonniers majoritairement. Hors enseignants des établissements d'enseignement privé sous contrat.

(11) Enseignants des établissements d'enseignement privé sous contrat.

(12) Par exemple : professeurs des écoles et professeurs d'enseignement général de collège.

(13) Par exemple : capitaines ou lieutenants de police.

(14) Par exemple : instituteurs.

(15) Corps de commandement de l'administration pénitentiaire (commandants, capitaines et lieutenants pénitentiaires).

(16) Corps d'encadrement et d'application de la Police nationale : gardiens de la paix, brigadiers.

(17) Personnel surveillant de l'administration pénitentiaire.

Figure 6.4-1 (suite) : Évolution des salaires nets mensuels moyens dans la fonction publique de l'État (ministères et établissements publics) selon le statut ou la situation d'emploi et la catégorie socioprofessionnelle

	Effectifs utilisés pour le calcul des salaires (volume en EQTP)			Salaires nets moyens en 2017 <sup>(1)</sup> (en euros)	Évolution 2017/2016 (en %)		RMPP nette <sup>(3)</sup> 2017/2016		
	Structure des effectifs 2017 (en %)	2017 (en milliers)	Évolution 2017/2016 (en %)		Salaires moyens (en euros constants)	À structure constante <sup>(2)</sup>	Proportion des agents de 2016 présents (en %)	Évolution de la rémunération en euros constants (en %)	Proportion d'agents dont la RMPP nette a moins évolué que l'inflation <sup>(4)</sup> (en %)
<b>PCS employés et ouvriers dont :</b>	<b>24,3</b>	<b>492,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>2 040</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>62,4</b>	<b>1,5</b>	<b>31,6</b>
Fonctionnaires de catégorie B	5,1	103,8	5,2	2 498	0,1	0,6	79,5	1,2	35,0
<i>dont police<sup>(16)</sup></i>	5,0	101,3	2,9	2 509	0,5	0,6	79,6	1,2	35,1
Fonctionnaires de catégorie C	10,7	216,5	-2,8	1 989	1,0	0,9	72,8	1,7	27,1
<i>dont personnels administratifs et techniques</i>	8,9	179,7	-1,7	1 922	1,0	0,5	73,3	1,8	25,1
<i>dont pénitentiaire<sup>(17)</sup></i>	1,3	25,8	1,2	2 335	0,7	0,6	74,1	0,8	42,2
Contractuels	6,1	123,2	3,5	1 859	-3,3	-0,1	41,7	1,2	41,8
Autres catégories et statuts	0,8	16,2	-10,0	2 409	2,1	2,3	80,2	3,6	14,6
<b>Ministères</b>	<b>76,5</b>	<b>1 552,1</b>	<b>0,5</b>	<b>2 607</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>68,6</b>	<b>2,6</b>	<b>25,2</b>
<i>dont : enseignants</i>	42,2	855,6	0,1	2 555	1,8	1,4	68,2	3,2	21,8
<i>dont : non-enseignants</i>	34,3	696,4	1,1	2 670	0,0	0,3	69,2	1,8	29,3
<b>Établissements publics</b>	<b>23,5</b>	<b>477,0</b>	<b>-2,3</b>	<b>2 392</b>	<b>1,0</b>	<b>0,6</b>	<b>49,4</b>	<b>1,8</b>	<b>35,1</b>
<i>dont : enseignants</i>	4,1	82,9	-0,7	3 356	0,3	-0,5	63,9	1,7	38,2
<i>dont : non-enseignants</i>	19,4	394,1	-2,6	2 189	1,0	0,9	46,4	1,8	34,2
<b>Fonctionnaires</b>	<b>73,6</b>	<b>1 493,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>2 732</b>	<b>1,2</b>	<b>1,1</b>	<b>71,4</b>	<b>2,4</b>	<b>25,8</b>
Catégorie A	48,7	987,9	-0,1	2 975	1,3	1,1	70,3	2,7	24,7
Catégorie B	14,0	284,6	1,5	2 461	0,3	1,0	74,9	1,6	28,4
Catégorie C	10,8	218,2	-2,7	1 989	0,9	0,9	72,9	1,7	27,2
<b>Contractuels</b>	<b>16,4</b>	<b>333,3</b>	<b>2,4</b>	<b>2 050</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,5</b>	<b>35,7</b>	<b>1,5</b>	<b>42,2</b>
<b>Autres catégories et statuts</b>	<b>7,7</b>	<b>157,2</b>	<b>-1,6</b>	<b>2 349</b>	<b>2,0</b>	<b>1,7</b>	<b>69,2</b>	<b>3,6</b>	<b>20,3</b>
<b>Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés</b>	<b>97,8</b>	<b>1 983,7</b>	<b>0,1</b>	<b>2 587</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>65,4</b>	<b>2,4</b>	<b>26,8</b>
<b>Bénéficiaires de contrats aidés</b>	<b>2,2</b>	<b>45,4</b>	<b>-10,6</b>	<b>1 222</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>10,6</b>	<b>-0,1</b>	<b>81,5</b>
<b>Femmes</b>	<b>60,7</b>	<b>1 232,0</b>	<b>0,1</b>	<b>2 408</b>	<b>1,4</b>	<b>1,1</b>	<b>61,5</b>	<b>2,8</b>	<b>24,2</b>
<b>Hommes</b>	<b>39,3</b>	<b>797,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>2 785</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>67,9</b>	<b>2,0</b>	<b>30,9</b>
Moins de 30 ans	10,5	213,7	0,7	1 771	1,5	0,9	29,3	2,8	33,0
30-39 ans	22,6	459,1	-3,4	2 218	0,9	1,2	58,1	3,4	22,9
40-49 ans	31,8	645,0	0,7	2 598	1,0	0,9	74,2	2,6	25,1
50-59 ans	27,4	555,1	-0,2	2 889	0,8	0,5	74,3	1,9	29,1
60 ans et plus	7,7	156,2	5,5	3 272	-0,4	0,2	50,2	0,9	38,2
<b>Ensemble France métropolitaine</b>	<b>96,6</b>	<b>1 959,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>2 527</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>64,0</b>	<b>2,4</b>	<b>27,1</b>
<b>Ensemble DOM</b>	<b>3,4</b>	<b>69,9</b>	<b>0,7</b>	<b>3 382</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>64,9</b>	<b>2,6</b>	<b>25,6</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte). Hors militaires, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

(1) Les salaires sont exprimés en équivalent temps plein mensualisé, voir définitions.

(2) L'évolution à structure constante consiste à mesurer l'évolution des rémunérations lorsque la structure des effectifs par grade et par échelon est figée au niveau de l'année précédente. Dans le cadre de l'application du protocole parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR), une partie des grilles indiciaires des fonctionnaires ont été rééchelonnées en 2017. La structure par grade et échelon a dans ce cas été adaptée.

(3) Rémunération moyenne nette des personnes présentes les deux années consécutives (24 mois) chez le même employeur et ayant la même quotité de travail les deux années.

(4) Inflation y compris tabac (+1,03 %) en 2017.

(16) Corps d'encadrement et d'application de la Police nationale : gardiens de la paix, brigadiers.

(17) Personnel surveillant de l'administration pénitentiaire.

Figure 6.4-2 : Salaires mensuels en euros par catégorie socioprofessionnelle<sup>(1)</sup> des fonctionnaires civils de la FPE en 2017

	Structure des effectifs (en %)	Effectifs (EQTP) utilisés pour le calcul des salaires (en milliers)	Traitement brut de base <sup>(2)</sup>	Primes et indemnités <sup>(3)</sup>			Salaire brut <sup>(2)</sup>	Salaire net global <sup>(2)(5)</sup>
				Montant <sup>(2)</sup>	Part des primes <sup>(4)</sup> (en %)	Taux de primes <sup>(4)</sup> (en %)		
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>1 493,2</b>	<b>2 603</b>	<b>659</b>	<b>19,8</b>	<b>25,3</b>	<b>3 324</b>	<b>2 732</b>
<i>dont : total enseignants</i>	<i>50,7</i>	<i>756,9</i>	<i>2 871</i>	<i>396</i>	<i>11,9</i>	<i>13,8</i>	<i>3 335</i>	<i>2 728</i>
<b>PCS cadres et professions intellectuelles supérieures dont :</b>	<b>37,5</b>	<b>559,8</b>	<b>3 146</b>	<b>829</b>	<b>20,5</b>	<b>26,3</b>	<b>4 046</b>	<b>3 338</b>
<b>Ensemble des cadres de catégorie A (A et A+) dont :</b>	<b>37,5</b>	<b>559,6</b>	<b>3 146</b>	<b>829</b>	<b>20,5</b>	<b>26,3</b>	<b>4 047</b>	<b>3 338</b>
<b>Cadres de catégorie A+<sup>(6)</sup></b>	<b>7,0</b>	<b>104,0</b>	<b>4 065</b>	<b>1 054</b>	<b>20,2</b>	<b>25,9</b>	<b>5 215</b>	<b>4 310</b>
Encadrement et direction <sup>(7)</sup>	0,7	10,8	4 297	3 368	43,2	78,4	7 789	6 583
Inspection, contrôle et expertise <sup>(8)</sup>	0,8	12,4	4 286	2 581	37,0	60,2	6 979	5 873
Enseignement supérieur, recherche et assimilés <sup>(9)</sup>	5,4	80,7	4 000	507	11,0	12,7	4 598	3 764
<b>Cadres de catégorie A (à l'exception des A+)</b>	<b>30,5</b>	<b>455,6</b>	<b>2 937</b>	<b>778</b>	<b>20,6</b>	<b>26,5</b>	<b>3 780</b>	<b>3 117</b>
Attachés et inspecteurs	4,3	63,6	2 806	1 463	33,7	52,1	4 334	3 619
<i>dont attachés et inspecteurs principaux et hors classe<sup>(10)</sup></i>	<i>1,0</i>	<i>15,1</i>	<i>3 269</i>	<i>1 901</i>	<i>36,2</i>	<i>58,1</i>	<i>5 254</i>	<i>4 408</i>
Ingénieurs de l'État (sauf militaires) <sup>(11)</sup>	2,1	31,9	2 778	1 508	34,6	54,3	4 356	3 657
Professeurs certifiés et agrégés <sup>(12)</sup>	20,5	306,3	2 923	509	14,6	17,4	3 497	2 867
Autres enseignants de catégorie A	0,1	2,0	2 906	282	8,7	9,7	3 255	2 666
Police (commandants)	0,3	3,9	3 511	1 728	32,4	49,2	5 341	4 303
Autres cadres de catégorie A (hors militaires) <sup>(13)</sup>	3,2	48,0	3 259	1 045	23,9	32,1	4 368	3 611

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte). Fonctionnaires civils de la fonction publique de l'État.

(1) Voir définitions.

(2) Exprimé en équivalent temps plein annualisé.

(3) Rémunérations imposables (autres que le traitement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement), soit les primes, indemnités diverses et rémunérations d'activité diverses.

(4) La part des primes est égale au quotient des primes par le salaire brut ; le taux de primes est égal au quotient des primes par le traitement indiciaire brut.

(5) Rémunération nette totale, soit le traitement brut de base, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités, moins le total des cotisations sociales obligatoires, la CSG et la CRDS.

(6) Voir définitions.

(7) Regroupe les emplois à la décision du gouvernement et assimilés, les autres corps et emplois d'encadrement et de direction (par exemple les dirigeants d'administration centrale).

(8) Regroupe les corps ENA des juridictions administratives et financières (dont la Cour des comptes), les corps des juridictions judiciaires (dont les magistrats) ainsi que les corps d'inspection et de contrôle.

(9) Regroupe les chercheurs, les professeurs de l'enseignement supérieur, les maîtres de conférence, les inspecteurs de l'enseignement.

(10) Sont classés ici l'ensemble des grades dont les grilles indiciaires atteignent des niveaux comparables à celles des attachés et inspecteurs principaux ou hors classe. En particulier, les administrateurs des finances publiques adjoints sont classés dans cette catégorie.

(11) Par exemple : ingénieurs des travaux publics de l'État.

(12) Professeurs certifiés, agrégés et de chaire supérieure. Cette catégorie regroupe des enseignants dépendant de l'Éducation nationale, de l'enseignement agricole ainsi que des enseignants de ces corps en fonction dans l'Enseignement supérieur.

(13) Par exemple : conseillers principaux d'éducation.

Figure 6.4-2 (suite) : Salaires moyens en euros par catégorie socioprofessionnelle<sup>(1)</sup> des fonctionnaires civils de la FPE en 2017

	Structure des effectifs (en %)	Effectifs (EQTP) utilisés pour le calcul des salaires (en milliers)	Traitement brut de base <sup>(2)</sup>	Primes et indemnités <sup>(3)</sup>			Salaire brut <sup>(2)</sup>	Salaire net global <sup>(2)(5)</sup>
				Montant <sup>(2)</sup>	Part des primes <sup>(4)</sup> (en %)	Taux de primes <sup>(4)</sup> (en %)		
<b>PCS professions intermédiaires dont :</b>	<b>40,8</b>	<b>609,2</b>	<b>2 503</b>	<b>461</b>	<b>15,3</b>	<b>18,4</b>	<b>3 023</b>	<b>2 478</b>
<b>Professions intermédiaires de catégorie A dont :</b>	<b>28,6</b>	<b>426,9</b>	<b>2 655</b>	<b>335</b>	<b>11,0</b>	<b>12,6</b>	<b>3 055</b>	<b>2 497</b>
Professeurs des écoles	22,0	328,6	2 624	256	8,7	9,8	2 947	2 404
Professeurs de lycée professionnel <sup>(14)</sup>	4,0	59,7	2 843	541	15,7	19,0	3 448	2 829
Professeurs de collège d'enseignement général <sup>(15)</sup>	0,1	1,3	3 461	518	13,0	15,0	4 002	3 273
Autres enseignants	0,1	1,2	3 621	316	8,0	8,7	3 965	3 289
Police (capitaine et lieutenant)	0,3	4,4	2 855	1 480	33,4	51,8	4 433	3 571
Autres professions intermédiaires de catégorie A	2,1	31,7	2 528	597	18,8	23,6	3 179	2 621
<b>Professions intermédiaires de catégorie B</b>	<b>12,1</b>	<b>180,7</b>	<b>2 150</b>	<b>759</b>	<b>25,7</b>	<b>35,3</b>	<b>2 952</b>	<b>2 439</b>
Greffiers	0,6	9,6	2 095	545	20,3	26,0	2 680	2 211
Instituteurs	0,1	2,2	2 442	280	10,1	11,5	2 771	2 257
Personnels administratifs et techniques (secrétaires administratifs, contrôleurs et techniciens)	9,7	144,1	2 146	773	26,1	36,0	2 960	2 447
<i>dont secrétaires administratifs</i>	3,4	50,2	2 106	701	24,6	33,3	2 851	2 359
Corps d'encadrement de l'administration pénitentiaire (commandants, capitaines et lieutenants pénitentiaires)	0,1	1,2	2 520	1 079	29,5	42,8	3 663	2 932
Autres professions intermédiaires de catégorie B	1,6	23,7	2 153	793	26,5	36,8	2 993	2 477
<b>PCS employés et ouvriers dont :</b>	<b>21,7</b>	<b>324,2</b>	<b>1 851</b>	<b>738</b>	<b>27,9</b>	<b>39,8</b>	<b>2 640</b>	<b>2 161</b>
<b>Employés et ouvriers de catégorie B</b>	<b>7,0</b>	<b>103,8</b>	<b>2 013</b>	<b>1 009</b>	<b>32,6</b>	<b>50,1</b>	<b>3 095</b>	<b>2 498</b>
Police (corps d'encadrement et d'application : gardiens de la paix, brigadiers...)	6,8	101,3	2 010	1 025	33,0	51,0	3 109	2 509
<i>dont brigadiers (y. c. chefs et majors)</i>	3,0	44,6	2 294	1 145	32,6	49,9	3 518	2 827
<i>dont gardiens de la paix</i>	3,8	56,7	1 787	930	33,4	52,1	2 788	2 258
<b>Employés et ouvriers de catégorie C</b>	<b>14,5</b>	<b>216,5</b>	<b>1 779</b>	<b>592</b>	<b>24,5</b>	<b>33,3</b>	<b>2 413</b>	<b>1 989</b>
Adjoints administratifs et adjoints techniques	12,0	179,7	1 768	516	22,2	29,2	2 325	1 922
Personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire	1,7	25,8	1 892	942	32,6	49,8	2 891	2 335

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP – Dessi.

Champ : France métropolitaine. Fonctionnaires civils et militaires des ministères de l'État, travaillant à temps plein. Les volontaires et les élèves militaires sont exclus.

(1) Voir définitions.

(2) Exprimés en équivalent temps plein annualisé.

(3) Rémunérations imposables (autres que le traitement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement), soit les primes, indemnités diverses et rémunérations d'activité diverses.

(4) La part des primes est égale au quotient des primes par le salaire brut ; le taux de primes est égal au quotient des primes par le traitement indiciaire brut.

(5) Rémunération nette totale, soit le traitement brut de base, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités, moins le total des cotisations sociales obligatoires, la CSG et la CRDS.

(14) Professeurs de lycées professionnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement agricole.

(15) Sont classés dans cette catégorie les professeurs d'enseignement général des instituts des jeunes sourds.

Figure 6.4-3 : Salaires mensuels moyens en euros par catégorie socioprofessionnelle<sup>(1)</sup> des femmes fonctionnaires civiles de la FPE en 2017

	Structure des effectifs (en %)	Effectifs (EQTP) utilisés pour le calcul des salaires (en milliers)	Traitement brut de base <sup>(2)</sup>	Primes et indemnités <sup>(3)</sup>			Salaire brut <sup>(2)</sup>	Salaire net global <sup>(2)(5)</sup>
				Montant <sup>(2)</sup>	Part des primes <sup>(4)</sup> (en %)	Taux de primes <sup>(4)</sup> (en %)		
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>892,8</b>	<b>2 549</b>	<b>531</b>	<b>16,9</b>	<b>20,8</b>	<b>3 139</b>	<b>2 577</b>
<i>dont : total enseignants</i>	56,8	507,3	2 763	338	10,7	12,2	3 167	2 588
<b>PCS cadres et professions intellectuelles supérieures dont :</b>	<b>33,3</b>	<b>297,5</b>	<b>3 019</b>	<b>708</b>	<b>18,7</b>	<b>23,4</b>	<b>3 795</b>	<b>3 124</b>
<b>Ensemble des cadres de catégorie A (A et A+) dont :</b>	<b>33,3</b>	<b>297,3</b>	<b>3 020</b>	<b>708</b>	<b>18,7</b>	<b>23,5</b>	<b>3 796</b>	<b>3 124</b>
<b>Cadres de catégorie A+<sup>(6)</sup></b>	<b>4,6</b>	<b>40,8</b>	<b>3 882</b>	<b>1 001</b>	<b>20,1</b>	<b>25,8</b>	<b>4 975</b>	<b>4 111</b>
Encadrement et direction <sup>(7)</sup>	0,4	3,6	4 058	2 958	41,5	72,9	7 129	6 015
Inspection, contrôle et expertise <sup>(8)</sup>	0,8	7,3	4 068	2 285	35,4	56,2	6 457	5 426
Enseignement supérieur, recherche et assimilés <sup>(9)</sup>	3,4	30,0	3 816	457	10,5	12,0	4 360	3 566
<b>Cadres de catégorie A (à l'exception des A+)</b>	<b>28,7</b>	<b>256,4</b>	<b>2 882</b>	<b>662</b>	<b>18,3</b>	<b>23,0</b>	<b>3 608</b>	<b>2 967</b>
Attachés et inspecteurs	3,9	35,0	2 793	1 394	32,8	49,9	4 251	3 546
<i>dont attachés et inspecteurs principaux et hors classe<sup>(10)</sup></i>	0,9	8,1	3 247	1 796	35,1	55,3	5 123	4 292
Ingénieurs de l'État (sauf militaires) <sup>(11)</sup>	1,4	12,3	2 699	1 252	31,1	46,4	4 020	3 360
Professeurs certifiés et agrégés	20,3	181,3	2 874	448	13,2	15,6	3 386	2 771
Autres enseignants de catégorie A	0,1	0,7	2 645	200	6,9	7,5	2 896	2 355
Police (commandants)	0,1	0,7	3 485	1 598	30,9	45,9	5 179	4 160
Autres cadres de catégorie A <sup>(12)</sup>	2,9	26,3	3 130	870	21,4	27,8	4 061	3 346

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte). Fonctionnaires civiles de la fonction publique de l'État.

(1) Voir définitions.

(2) Exprimé en équivalent temps plein mensualisé.

(3) Rémunérations imposables (autres que le traitement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement), soit les primes, indemnités diverses et rémunérations d'activité diverses.

(4) La part des primes est égale au quotient des primes par le salaire brut ; le taux de primes est égal au quotient des primes par le traitement indiciaire brut.

(5) Rémunération nette totale, soit le traitement brut de base, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités, moins le total des cotisations sociales obligatoires, la CSG et la CRDS.

(6) Voir définitions.

(7) Regroupe les emplois à la décision du gouvernement et assimilés, les autres corps et emplois d'encadrement et de direction (par exemple les dirigeants d'administration centrale).

(8) Regroupe les corps ENA des juridictions administratives et financières (dont la Cour des comptes), les corps des juridictions judiciaires (dont les magistrats) ainsi que les corps d'inspection et de contrôle.

(9) Regroupe les chercheurs, les professeurs de l'enseignement supérieur, les maîtres de conférence, les inspecteurs de l'enseignement.

(10) Sont classés ici l'ensemble des grades dont les grilles indiciaires atteignent des niveaux comparables à celles des attachés et inspecteurs principaux ou hors classe. En particulier, les administrateurs des finances publiques adjoints sont classés dans cette catégorie.

(11) Par exemple : ingénieurs des travaux publics de l'État.

(12) Par exemple : conseillers principaux d'éducation.



Figure 6.4-3 (suite) : Salaires mensuels moyens en euros par catégorie socioprofessionnelle<sup>(1)</sup> des femmes fonctionnaires civiles de la FPE en 2017

	Structure des effectifs (en %)	Effectifs (EQTP) utilisés pour le calcul des salaires (en milliers)	Traitement brut de base <sup>(2)</sup>	Primes et indemnités <sup>(3)</sup>			Salaire brut <sup>(2)</sup>	Salaire net global <sup>(2)(5)</sup>
				Montant <sup>(2)</sup>	Part des primes <sup>(4)</sup> (en %)	Taux de primes <sup>(4)</sup> (en %)		
<b>PCS professions intermédiaires dont :</b>	<b>49,1</b>	<b>438,1</b>	<b>2 497</b>	<b>394</b>	<b>13,4</b>	<b>15,8</b>	<b>2 951</b>	<b>2 416</b>
<b>Professions intermédiaires de catégorie A dont :</b>	<b>36,6</b>	<b>326,6</b>	<b>2 619</b>	<b>288</b>	<b>9,7</b>	<b>11,0</b>	<b>2 973</b>	<b>2 428</b>
Professeurs des écoles	30,4	271,6	2 600	241	8,3	9,3	2 909	2 373
Professeurs de lycée professionnel	3,3	29,8	2 818	506	15,0	18,0	3 384	2 773
Professeurs de collège d'enseignement général	0,1	0,7	3 444	487	12,3	14,1	3 953	3 229
Autres enseignants	0,1	0,5	3 504	304	7,9	8,7	3 832	3 152
Police (capitaine et lieutenant)	0,1	1,3	2 795	1 363	32,1	48,7	4 244	3 409
Autres professions intermédiaires de catégorie A	2,5	22,6	2 528	491	16,0	19,4	3 075	2 525
<b>Professions intermédiaires de catégorie B</b>	<b>12,4</b>	<b>110,9</b>	<b>2 142</b>	<b>706</b>	<b>24,4</b>	<b>33,0</b>	<b>2 890</b>	<b>2 384</b>
Greffiers	0,9	8,4	2 095	542	20,3	25,9	2 678	2 209
Instituteurs	0,2	1,7	2 435	264	9,6	10,9	2 750	2 238
Personnels administratifs et techniques (secrétaires administratifs, contrôleurs et techniciens)	9,7	86,3	2 141	730	25,1	34,1	2 912	2 405
<i>dont secrétaires administratifs</i>	4,4	39,4	2 101	686	24,3	32,7	2 830	2 341
Corps d'encadrement de l'administration pénitentiaire (commandants, capitaines et lieutenants pénitentiaires)	0,0	0,4	2 310	948	28,6	41,0	3 310	2 649
Autres professions intermédiaires de catégorie B	1,6	14,2	2 134	703	24,4	32,9	2 885	2 370
<b>PCS employés et ouvriers dont :</b>	<b>17,6</b>	<b>157,3</b>	<b>1 803</b>	<b>579</b>	<b>23,9</b>	<b>32,1</b>	<b>2 424</b>	<b>1 995</b>
<b>Employés et ouvriers de catégorie B</b>	<b>2,4</b>	<b>21,4</b>	<b>1 946</b>	<b>941</b>	<b>31,8</b>	<b>48,3</b>	<b>2 954</b>	<b>2 388</b>
Police (corps d'encadrement et d'application : gardiens de la paix, brigadiers...)	2,2	20,0	1 933	982	32,9	50,8	2 987	2 412
<i>dont brigadiers (y compris chefs et majors)</i>	0,9	7,6	2 243	1 125	32,7	50,2	3 441	2 766
<i>dont gardiens de la paix</i>	1,4	12,4	1 743	895	33,0	51,3	2 708	2 195
<b>Employés et ouvriers de catégorie C</b>	<b>15,1</b>	<b>134,4</b>	<b>1 782</b>	<b>512</b>	<b>21,9</b>	<b>28,7</b>	<b>2 332</b>	<b>1 924</b>
Adjoints administratifs et adjoints techniques	13,7	122,3	1 782	478	20,8	26,8	2 299	1 898
Personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire	0,6	5,3	1 805	853	31,5	47,2	2 707	2 185

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte). Fonctionnaires civiles de la fonction publique de l'État.

(1) Voir définitions.

(2) Exprimé en équivalent temps plein mensualisé.

(3) Rémunérations imposables (autres que le traitement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement), soit les primes, indemnités diverses et rémunérations d'activité diverses.

(4) La part des primes est égale au quotient des primes par le salaire brut ; le taux de primes est égal au quotient des primes par le traitement indiciaire brut.

(5) Rémunération nette totale, soit le traitement brut de base, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités, moins le total des cotisations sociales obligatoires, la CSG et la CRDS.

Figure 6.4-4 : Salaires mensuels moyens en euros par catégorie socioprofessionnelle<sup>(1)</sup> des hommes fonctionnaires civils de la FPE en 2017

	Structure des effectifs (en %)	Effectifs (EQTP) utilisés pour le calcul des salaires (en milliers)	Traitement brut de base <sup>(2)</sup>	Primes et indemnités <sup>(3)</sup>			Salaire brut <sup>(2)</sup>	Salaire net global <sup>(2)(5)</sup>
				Montant <sup>(2)</sup>	Part des primes <sup>(4)</sup> (en %)	Taux de primes <sup>(4)</sup> (en %)		
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>600,4</b>	<b>2 683</b>	<b>849</b>	<b>23,6</b>	<b>31,7</b>	<b>3 597</b>	<b>2 961</b>
<i>dont : total enseignants</i>	<i>41,6</i>	<i>249,6</i>	<i>3 091</i>	<i>514</i>	<i>14,0</i>	<i>16,6</i>	<i>3 675</i>	<i>3 013</i>
<b>PCS cadres et professions intellectuelles supérieures dont :</b>	<b>43,7</b>	<b>262,4</b>	<b>3 290</b>	<b>966</b>	<b>22,3</b>	<b>29,4</b>	<b>4 332</b>	<b>3 581</b>
<b>Ensemble des cadres de catégorie A (A et A+) dont :</b>	<b>43,7</b>	<b>262,3</b>	<b>3 290</b>	<b>966</b>	<b>22,3</b>	<b>29,4</b>	<b>4 332</b>	<b>3 581</b>
<b>Cadres de catégorie A+<sup>(1)</sup></b>	<b>10,5</b>	<b>63,1</b>	<b>4 184</b>	<b>1 088</b>	<b>20,2</b>	<b>26,0</b>	<b>5 371</b>	<b>4 439</b>
Encadrement et direction <sup>(6)</sup>	1,2	7,3	4 414	3 568	44,0	80,8	8 110	6 860
Inspection, contrôle et expertise <sup>(7)</sup>	0,9	5,2	4 595	2 999	38,9	65,3	7 717	6 506
Enseignement supérieur, recherche et assimilés <sup>(8)</sup>	8,4	50,7	4 109	536	11,3	13,1	4 738	3 881
<b>Cadres de catégorie A (à l'exception des A+)</b>	<b>33,2</b>	<b>199,2</b>	<b>3 007</b>	<b>927</b>	<b>23,2</b>	<b>30,8</b>	<b>4 003</b>	<b>3 310</b>
Attachés et inspecteurs	4,7	28,5	2 823	1 546	34,9	54,8	4 437	3 710
<i>dont attachés et inspecteurs principaux et hors classe<sup>(9)</sup></i>	1,1	6,9	3 295	2 023	37,4	61,4	5 407	4 545
Ingénieurs de l'État (sauf militaires) <sup>(10)</sup>	3,3	19,6	2 827	1 669	36,5	59,0	4 568	3 844
Professeurs certifiés et agrégés	20,8	125,0	2 993	598	16,3	20,0	3 658	3 005
Autres enseignants de catégorie A	0,2	1,3	3 058	331	9,5	10,8	3 465	2 847
Police (commandants)	0,5	3,2	3 517	1 758	32,7	50,0	5 379	4 337
Autres cadres de catégorie A <sup>(11)</sup>	3,6	21,6	3 415	1 259	26,5	36,9	4 742	3 934

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFF – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte). Fonctionnaires civils de la fonction publique de l'État.

(1) Voir définitions.

(2) Exprimé en équivalent temps plein mensualisé.

(3) Rémunérations imposables (autres que le traitement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement), soit les primes, indemnités diverses et rémunérations d'activité diverses.

(4) La part des primes est égale au quotient des primes par le salaire brut ; le taux de primes est égal au quotient des primes par le traitement indiciaire brut.

(5) Rémunération nette totale, soit le traitement brut de base, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités, moins le total des cotisations sociales obligatoires, la CSG et la CRDS.

(6) Regroupe les emplois à la décision du gouvernement et assimilés, les autres corps et emplois d'encadrement et de direction (par exemple les dirigeants d'administration centrale).

(7) Regroupe les corps ENA des juridictions administratives et financières (dont la Cour des comptes), les corps des juridictions judiciaires (dont les magistrats) ainsi que les corps d'inspection et de contrôle.

(8) Regroupe les chercheurs, les professeurs de l'enseignement supérieur, les maîtres de conférence, les inspecteurs de l'enseignement.

(9) Sont classés ici l'ensemble des grades dont les grilles indiciaires atteignent des niveaux comparables à celles des attachés et inspecteurs principaux ou hors classe. En particulier, les administrateurs des finances publiques adjoints sont classés dans cette catégorie.

(10) Par exemple : ingénieurs des travaux publics de l'État.

(11) Par exemple : conseillers principaux d'éducation.

Figure 6.4-4 (suite) : Salaires mensuels moyens en euros par catégorie socioprofessionnelle<sup>(1)</sup> des hommes fonctionnaires civils de la FPE en 2017

	Structure des effectifs (en %)	Effectifs (EQTP) utilisés pour le calcul des salaires (en milliers)	Traitement brut de base <sup>(2)</sup>	Primes et indemnités <sup>(3)</sup>			Salaire brut <sup>(2)</sup>	Salaire net global <sup>(2)(5)</sup>
				Montant <sup>(2)</sup>	Part des primes <sup>(4)</sup> (en %)	Taux de primes <sup>(4)</sup> (en %)		
<b>PCS professions intermédiaires dont :</b>	<b>28,5</b>	<b>171,2</b>	<b>2519</b>	<b>633</b>	<b>19,8</b>	<b>25,1</b>	<b>3207</b>	<b>2639</b>
<b>Professions intermédiaires de catégorie A dont :</b>	<b>16,7</b>	<b>100,3</b>	<b>2775</b>	<b>488</b>	<b>14,7</b>	<b>17,6</b>	<b>3323</b>	<b>2723</b>
Professeurs des écoles	9,5	57,1	2742	327	10,5	11,9	3126	2554
Professeurs de lycée professionnel	5,0	29,8	2869	576	16,4	20,1	3512	2885
Professeurs de collège d'enseignement général	0,1	0,6	3483	560	13,8	16,1	4068	3332
Autres enseignants	0,1	0,7	3710	325	8,0	8,8	4066	3394
Police (capitaine et lieutenant)	0,5	3,1	2881	1531	33,9	53,1	4515	3642
Autres professions intermédiaires de catégorie A	1,5	9,1	2526	858	25,0	33,9	3435	2857
<b>Professions intermédiaires de catégorie B</b>	<b>11,6</b>	<b>69,7</b>	<b>2163</b>	<b>844</b>	<b>27,6</b>	<b>39,0</b>	<b>3052</b>	<b>2528</b>
Greffiers	0,2	1,2	2092	563	20,9	26,9	2693	2222
Instituteurs	0,1	0,5	2468	337	11,8	13,7	2846	2324
Personnels administratifs et techniques (secrétaires administratifs, contrôleurs et techniciens)	9,6	57,7	2152	836	27,6	38,8	3033	2510
<i>dont secrétaires administratifs</i>	1,8	10,8	2124	754	25,8	35,5	2926	2425
Corps d'encadrement de l'administration pénitentiaire (commandants, capitaines et lieutenants pénitentiaires)	0,1	0,8	2612	1136	29,8	43,5	3816	3055
Autres professions intermédiaires de catégorie B	1,6	9,5	2181	926	29,4	42,5	3154	2636
<b>PCS employés et ouvriers dont :</b>	<b>27,8</b>	<b>166,9</b>	<b>1896</b>	<b>887</b>	<b>31,2</b>	<b>46,8</b>	<b>2843</b>	<b>2318</b>
<b>Employés et ouvriers de catégorie B</b>	<b>13,7</b>	<b>82,4</b>	<b>2030</b>	<b>1027</b>	<b>32,8</b>	<b>50,6</b>	<b>3132</b>	<b>2527</b>
Police (corps d'encadrement et d'application : gardiens de la paix, brigadiers...)	13,5	81,3	2029	1035	33,0	51,0	3140	2532
<i>dont brigadiers (y compris chefs et majors)</i>	6,2	37,0	2304	1149	32,5	49,9	3533	2840
<i>dont gardiens de la paix</i>	7,4	44,3	1799	940	33,4	52,3	2810	2276
<b>Employés et ouvriers de catégorie C</b>	<b>13,7</b>	<b>82,1</b>	<b>1775</b>	<b>722</b>	<b>28,4</b>	<b>40,7</b>	<b>2544</b>	<b>2096</b>
Adjoints administratifs et adjoints techniques	9,6	57,4	1739	596	25,1	34,3	2378	1971
Personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire	3,4	20,5	1915	965	32,9	50,4	2938	2374

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte). Fonctionnaires civils de la fonction publique de l'État.

(1) Voir définitions.

(2) Exprimé en équivalent temps plein mensualisé.

(3) Rémunérations imposables (autres que le traitement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement), soit les primes, indemnités diverses et rémunérations d'activité diverses.

(4) La part des primes est égale au quotient des primes par le salaire brut ; le taux de primes est égal au quotient des primes par le traitement indiciaire brut.

(5) Rémunération nette totale, soit le traitement brut de base, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités, moins le total des cotisations sociales obligatoires, la CSG et la CRDS.

 **Figures 6.4-5 et 6.4-6 : Évolution des prix et des rémunérations (en euros courants) des agents de l'État (et des ministères) en France**  
[en %]

Années		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
En glissement annuel au dernier trimestre (en %)	Prix hors tabac	2,4	1,2	0,6	0,0	0,2	0,5	1,1
	Mesures générales : valeur du point et points uniformes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	0,6
En moyenne annuelle (en %)	Prix hors tabac	2,1	1,9	0,7	0,4	0,0	0,2	1,0
	<b>RMPP (brute) ensemble civils FPE</b>	<b>3,2</b>	<b>2,4</b>	<b>1,8</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>2,2</b>	<b>3,8</b>
	dont RMPP (brute) des ministères	3,2	2,3	1,8	2,4	2,2	2,3	4,0
	<b>RMPP (nette) ensemble civils FPE</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>1,4</b>	<b>2,2</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>3,5</b>
	dont RMPP (nette) des ministères	3,0	2,0	1,4	2,1	1,8	1,9	3,6
	<b>Salaire moyen (brut) ensemble civils FPE</b>	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>2,4</b>
	dont salaire moyen (brut) des ministères	1,7	1,4	0,5	0,9	0,7	0,7	2,3
	<b>Salaire moyen (net) ensemble civils FPE</b>	<b>2,0</b>	<b>1,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>2,1</b>
dont salaire moyen (net) des ministères	1,6	1,0	0,2	0,6	0,3	0,3	2,0	

Source : Siasp, Insee. Traitement Insee – DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte). Agents civils des ministères et des établissements publics de l'État.

Note : Le glissement annuel d'une variable au dernier trimestre de l'année (T4) correspond au taux d'évolution (en %) obtenu en rapportant le niveau de la variable en T4 à son niveau au même trimestre de l'année précédente (T4-4).

La RMPP est calculée désormais sur le champ des agents présents 24 mois chez le même employeur avec la même quotité de travail.

La RMPP (rémunération moyenne des personnes en place) : sa progression mesure l'évolution de la fiche de paie moyenne des agents en place, deux années de suite. Dans le calcul de la RMPP, il n'y a par définition ni départs, ni embauches.

L'évolution du salaire à structure constante est calculée en figeant la structure des effectifs par corps, grade et échelon au niveau atteint l'année initiale.

L'effet de structure mesure l'effet des modifications de la répartition de la population entre les différents corps, grade et échelon.

L'effet de structure résulte de l'effet de carrière, toujours positif (du fait de l'avancement), et de l'effet des départs et des embauches ou « entrées-sorties » généralement négatif.

Attention : Dans la FPE, l'évolution du salaire moyen brut et de la RMPP brute a été affectée par le mode de prise en compte de l'exonération fiscale des heures supplémentaires liées à la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite « loi TEPa ». En pratique, sur les fiches de paie, ces heures apparaissaient comme fiscalisées et les prélèvements affichés compensés par une prime. Ainsi, l'évolution de la RMPP brute apparaît comme surévaluée de 0,2 point au moment de la mise en place en 2008 et en 2009, et sous-évaluée lors de sa suppression en 2012 (-0,1 point) et 2013 (-0,2 point).

 **Figures 6.4-7 et 6.4-8 : Salaires mensuels bruts et nets des agents civils de la FPE et part des primes des fonctionnaires**

Années	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Ensemble des agents de la FPE (ministères)</b>								
Salaire moyen brut	2 931	2 980	3 022	3 038	3 066	3 087	3 113	3 186
– dont fonctionnaires	2 996	3 053	3 096	3 114	3 148	3 168	3 196	3 282
Part des primes (% du salaire brut)	20,0	20,8	20,6	20,6	20,7	20,7	20,6	20,3
Part des primes y.c. IR et SFT (en % du salaire brut)	21,9	22,6	22,5	22,4	22,6	22,6	22,5	22,2
Salaire moyen net	2 452	2 491	2 517	2 521	2 536	2 544	2 556	2 607
– dont fonctionnaires	2 522	2 565	2 593	2 598	2 616	2 623	2 637	2 697
<b>Ensemble des agents de la FPE (ministères et établissements publics)</b>								
Salaire moyen brut	2 868	2 931	2 977	2 991	3 011	3 035	3 059	3 130
– dont fonctionnaires				3 154	3 187	3 209	3 239	3 324
Part des primes (% du salaire brut)				20,0	20,2	20,2	20,1	19,8
Part des primes y.c. IR et SFT (en % du salaire brut)				21,9	22,0	22,0	22,0	21,7
Salaire moyen net	2 396	2 444	2 473	2 477	2 484	2 495	2 505	2 556
– dont fonctionnaires				2 632	2 650	2 658	2 672	2 732

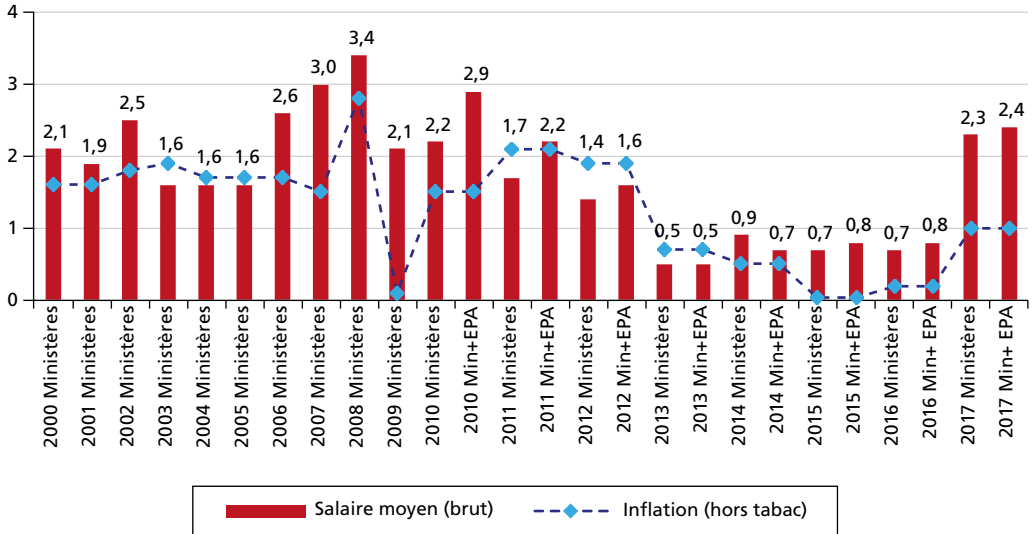
Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte), hors militaires, exprimés en équivalent temps plein mensualisé.

Note : Dans la FPE, l'évolution du salaire moyen brut a été affectée par le mode de prise en compte de l'exonération fiscale des heures supplémentaires liées à la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite « loi Tèpa ». En pratique, sur les fiches de paie, ces heures apparaissaient comme fiscalisées et les prélèvements affichés compensés par une prime. Ainsi, l'évolution de la rémunération brute apparaît comme légèrement surévaluée au moment de la mise en place en 2008 et en 2009, et légèrement sous-évaluée lors de sa suppression en 2012 et 2013.

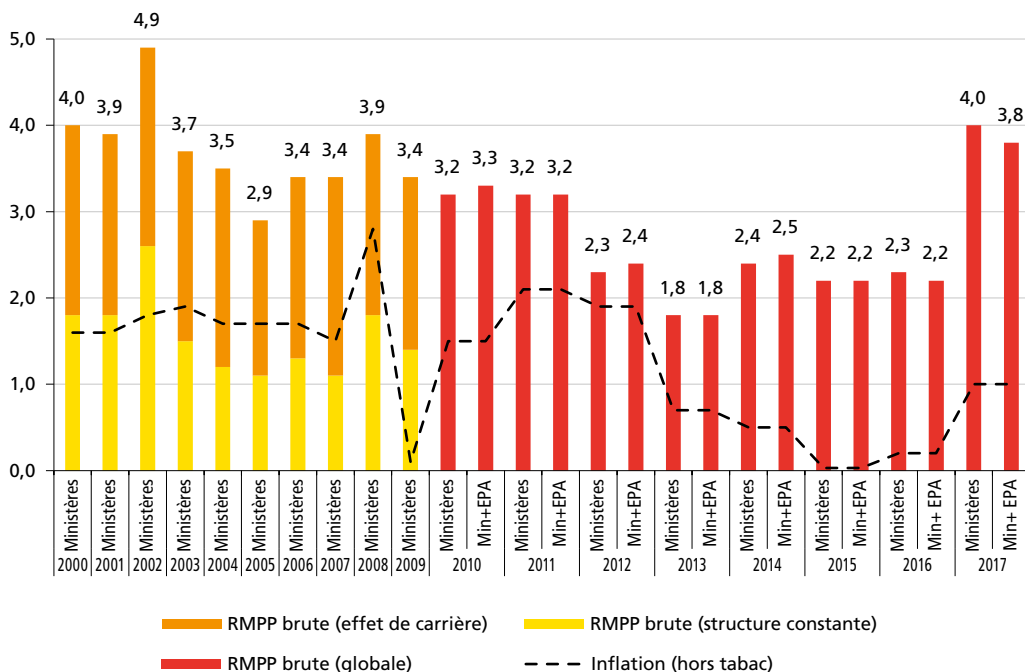
Figure 6.4-9 : Évolution du salaire brut moyen depuis 2000 dans la FPE

[en %]



Source : Insee. Traitement Insee – DGAFP – Dessi.

Champ : Jusqu'en 2009, agents des ministères civils de l'État, France métropolitaine ; à partir de 2010, agents civils des ministères de l'État ou des ministères et des établissements publics de l'État. France (hors Mayotte).

Figure 6.4-10 : Facteurs d'évolution de la rémunération brute moyenne des personnes en place (RMPP) depuis 2000 dans la FPE<sup>(1)</sup>

Source : Insee. Traitement Insee-DGAFP – Dessi.

Champ : Jusqu'en 2009, France métropolitaine, agents des ministères civils de l'État présents deux années consécutives ; à partir de 2010, France (hors Mayotte), agents civils des ministères ou des ministères et des établissements publics de l'État présents 24 mois consécutifs chez le même employeur avec la même quotité de travail.

(1) Décomposition de la RMPP non disponible depuis 2009.

Note : Dans la FPE, l'évolution du salaire moyen brut et de la RMPP brute a été affectée par le mode de prise en compte de l'exonération fiscale des heures supplémentaires liées à la loi du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, dite « loi TEPA ». En pratique, sur les fiches de paie, ces heures apparaissaient comme fiscalisées et les prélèvements affichés compensés par une prime. Ainsi, l'évolution de la RMPP brute apparaît comme surévaluée de 0,2 point au moment de la mise en place en 2008 et en 2009, et sous-évaluée lors de sa suppression en 2012 (-0,1 point) et 2013 (-0,2 point).

 **Figure 6.4-11 : Répartition indiciaire des fonctionnaires civils des ministères et des établissements publics de l'État selon la catégorie hiérarchique et le sexe au 31 décembre 2017**

Indice majoré <sup>(1)</sup>	Catégorie hiérarchique <sup>(2)</sup>			Cumulés (en %)			Femmes	Hommes	Total
	A	B	C	A	B	C			
<310	0	128	434	0	0	0	423	687	1 110
310-319	125	8164	2 756	0	3	1	2 892	8 153	11 045
320-329	1 284	202	18 530	0	3	9	12 587	7 432	20 019
330-339	1 237	12 174	35 581	0	7	25	29 099	19 918	49 017
340-349	2 177	11 473	19 041	0	11	33	20 623	12 089	32 712
350-359	1 233	12 192	21 795	0	15	43	19 500	15 735	35 235
360-369	507	8 549	18 590	0	18	51	18 134	9 523	27 657
370-379	775	17 798	5 721	0	24	54	11 405	12 896	24 301
380-399	25 225	26 755	26 666	2	33	66	46 525	32 142	78 667
400-419	6 958	28 225	22 375	3	43	76	32 618	24 964	57 582
420-439	7 026	23 455	14 857	4	51	83	26 110	19 250	45 360
440-459	55 892	20 027	14 257	9	58	89	62 709	27 479	90 188
460-479	113 182	26 399	10 660	20	67	94	100 654	49 613	150 267
480-499	9 498	20 121	370	21	74	94	13 711	16 290	30 001
500-549	179 957	51 359	1 295	39	91	95	156 641	76 022	232 663
550-599	137 581	20 878	1	52	98	95	107 064	51 431	158 495
600-649	125 294	1 450	0	64	98	95	85 374	41 380	126 754
650-699	57 440	37	0	70	98	95	31 663	25 814	57 477
700-749	84 095	52	0	78	98	95	48 718	35 438	84 156
>749	151 500	0	0	93	98	95	78 134	73 375	151 509
Hors échelle	58 535	0	0	99	98	95	20 872	37 669	58 541
Indéterminé	7 687	4 590	11 639	100	100	100	13 351	10 578	23 929
<b>Total</b>	<b>1 027 208</b>	<b>294 028</b>	<b>224 568</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>938 807</b>	<b>607 878</b>	<b>1 546 685</b>

Source : Siasp, Insee. Traitement DGAFP – Dessi.

Champ : France (hors Mayotte). Fonctionnaires sur un poste principal non annexe, présents au 31/12.

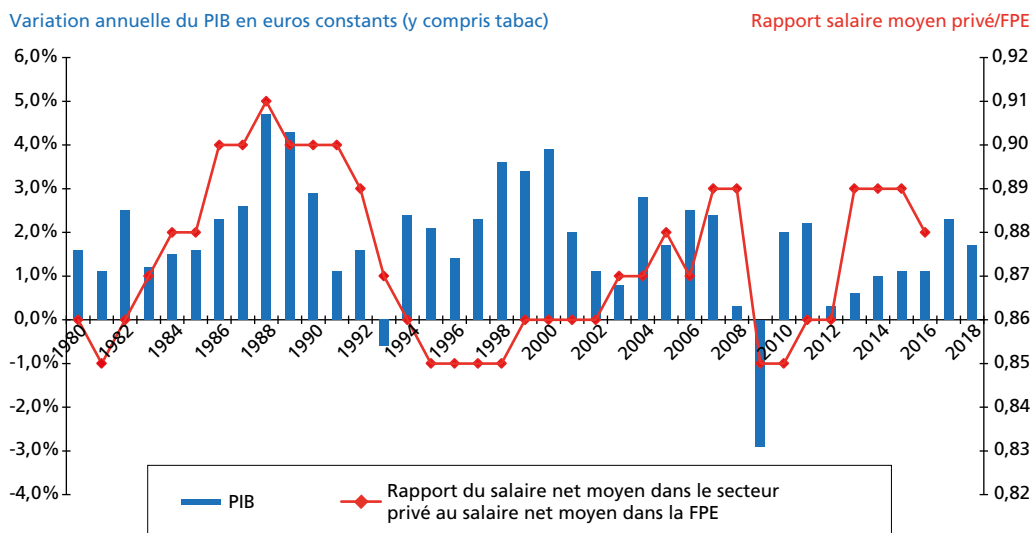
(1) L'indice majoré correspond à la somme de l'indice majoré et de la bonification indiciaire lorsque le fonctionnaire en bénéficie.

(2) La somme des effectifs des fonctionnaires des catégories hiérarchiques A, B et C est inférieure à celle du nombre total de fonctionnaires, car la catégorie hiérarchique n'est pas renseignée pour 900 fonctionnaires.

Note : En 2017, dans le cadre du protocole relatif aux parcours professionnels, aux carrières et aux rémunérations de la fonction publique (PPCR), l'ensemble des agents de catégorie A et C ainsi que les fonctionnaires de catégorie B de la police nationale et de l'administration pénitentiaire et les instituteurs ont bénéficié de la bascule d'une partie de leurs primes en points d'indices. De plus de nombreux corps ont bénéficié de la revalorisation de leurs grilles indiciaires, notamment la quasi-totalité de ceux de l'Éducation nationale et de ceux B-type et C-type.



Figure 6.4-12 : Rapport des salaires nets moyens dans le secteur privé et dans la fonction publique de l'État (ministères) et taux de variation annuel du PIB [en volume]



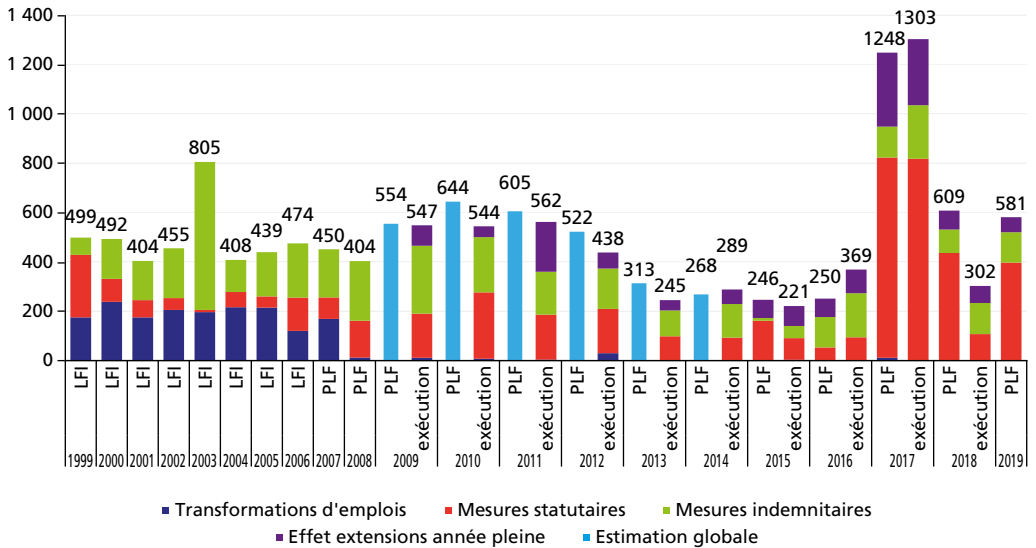
Sources : Fichier général de l'État (FGE), Siasp, DADS et Comptabilité nationale, Insee. Traitement Insee – DGAFP – Dessi

Champ : Jusqu'en 2009, agents des ministères civils de l'État, France métropolitaine ; à partir de 2010, agents civils des ministères de l'État, France (hors Mayotte). Les données de salaires du privé pour 2017 et 2018 ne sont pas disponibles au moment de la rédaction de ce rapport.

Lecture : En 2016, le salaire moyen du secteur privé représente 88 % du salaire moyen de la fonction publique de l'État, tandis que le produit intérieur brut (PIB) en volume a augmenté de 1,1 % en euros constants.

Figure 6.4-13 : Bilan des enveloppes catégorielles depuis 1999<sup>(1)</sup>

[en millions d'euros]



Sources : Projets annuels de performance, Rapports annuels de performance depuis 2009 (Budget général uniquement), Direction du Budget.

(1) Les données d'exécution budgétaire ne sont disponibles qu'à partir de 2009.